



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des ressources naturelles

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 021

Le lundi 9 mai 2022

Président : M. John Aldag



Comité permanent des ressources naturelles

Le lundi 9 mai 2022

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.)): Bonjour à tous. La séance est ouverte.

Bienvenue à la 21^e réunion du Comité permanent des ressources naturelles de la Chambre des communes.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité poursuit son étude sur la transformation juste et équitable du secteur de l'énergie du Canada. Nous en sommes à notre cinquième réunion avec des témoins dans le cadre de cette étude. Je vais faire le point à la fin de la réunion concernant le groupe de témoins autochtones qui devait comparaître mercredi passé et les mesures proposées pour corriger la situation.

La réunion se déroulera selon une formule hybride, suivant l'ordre pris par la Chambre le 25 novembre 2021. Les députés siègent en personne ou à distance. Je rappelle aux participants que les délibérations ont commencé et qu'il est donc interdit de faire des captures d'écran ou de prendre des photos. La séance est télévisée et diffusée sur le site Web de la Chambre des communes. Conformément à la directive du Bureau de régie interne, toutes les personnes présentes dans la salle doivent porter un masque. Si vous quittez votre siège pour circuler dans la salle durant la réunion, vous devez porter votre masque.

J'ai maintenant quelques consignes à donner aux témoins. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Si vous participez à la réunion par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour l'activer, et cliquez à nouveau pour le désactiver si vous n'intervenez pas. L'application Zoom vous donne accès aux services d'interprétation; vous pouvez sélectionner le parquet, l'anglais ou le français au bas de votre écran. Nous vous prions de parler sur un ton normal pour permettre aux interprètes de suivre la conversation. De cette façon, les autres participants pourront comprendre ce que vous dites et donc participer pleinement à la réunion. Si vous vous trouvez dans la salle, utilisez votre oreillette et sélectionnez le canal de votre choix. Vous devez vous adresser en tout temps à la présidence.

De même, si vous êtes dans la salle, levez la main. Les personnes qui participent à la réunion à distance peuvent utiliser la fonction de main levée. Avec la greffière, nous ferons de notre mieux pour respecter l'ordre d'intervention. Je tiens à préciser aux personnes qui n'ont jamais témoigné devant le Comité que durant la période des questions et des réponses, je laisse volontiers les députés décider du genre de questions qu'ils posent et gérer le temps qui leur est alloué. Même si vous levez la main, il se peut qu'une question s'adresse à un témoin en particulier, et c'est aux députés qu'il reviendra de vous donner la parole ou non. Nous essayons de ne laisser personne de

côté, mais les députés auront tout le loisir de choisir leurs interlocuteurs.

Je souhaite la bienvenue aux députés Desjarlais, Lalonde et Sorbara, qui se joignent au Comité pour un petit moment.

J'accueille maintenant nos témoins. Représentant l'Association canadienne des producteurs pétroliers, nous recevons Mme Shannon Joseph, la vice-présidente, Relations gouvernementales et affaires autochtones. L'honorable Dan McTeague témoignera au nom de l'organisme Les Canadiens pour une Énergie Abordable, dont il est le président, et Mme Merran Smith sera la porte-parole de Clean Energy Canada, à titre de dirigeante principale de l'innovation. M. Francis Bradley, le président et directeur général d'Électricité Canada, comparaitra conjointement avec Mme Michelle Branigan, la directrice générale de Ressources humaines, industrie électrique du Canada. Enfin, nous accueillons la directrice générale d'Energy NL, Mme Charlene Johnson, et Mme Luisa Da Silva, la directrice exécutive d'Iron & Earth, qui comparaitra en personne.

Soyez les bienvenus. Nous vous remercions sincèrement de témoigner devant le Comité et d'alimenter notre réflexion sur la transformation juste et équitable du secteur de l'énergie du Canada.

Nous allons tout d'abord écouter vos remarques liminaires. Vous disposez chacun de cinq minutes.

Oui, monsieur Angus.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): J'invoque le Règlement, monsieur le président. À la dernière réunion, je vous ai demandé si nous avions reçu la confirmation du témoignage du Congrès du travail du Canada devant le Comité. Je vous ai demandé également une liste des témoins qui ont confirmé leur venue.

Pouvez-vous me dire si le Congrès a reçu une invitation?

Le président: Oui, le Congrès du travail du Canada a été invité, et je pourrai probablement vous donner une liste à jour ce mercredi. Je rencontre la greffière et les analystes après cette réunion pour discuter des prochains travaux du Comité, et je vais essayer de trouver un créneau pour accueillir le groupe de témoins autochtones qui a perdu sa place en raison du vote mercredi dernier. Je vais tâcher de faire le point sur nos prochains témoins mercredi prochain.

J'ai une dernière information pour les témoins. J'utilise un système de cartons de couleur. Je vais lever le carton jaune pour vous indiquer qu'il reste 30 secondes, et le rouge pour vous inviter à conclure. Même si vous voyez un carton, ne vous interrompez pas en plein milieu d'une phrase. Je vais vous laisser compléter votre idée avant de donner la parole au prochain intervenant.

Sur ce, j'invite Mme Joseph à nous présenter son exposé. Vous disposez de cinq minutes.

Mme Shannon Joseph (vice-présidente, Relations gouvernementales et affaires autochtones, Association canadienne des producteurs pétroliers): Merci.

Je remercie les membres du Comité de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui.

Le secteur du pétrole et du gaz d'amont s'est engagé à faire preuve de leadership dans le domaine de l'environnement. Notre industrie peut contribuer pour beaucoup à la réponse à la demande mondiale croissante d'énergie fiable, abordable et produite de façon responsable, tout en offrant des solutions proactives pour aider le Canada à contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Accroître les exportations et la part de marché du secteur canadien du pétrole et du gaz offre une solution très efficace au double défi de la réduction des émissions et du renforcement de la sécurité énergétique mondiale. Il est important pour l'industrie canadienne du pétrole et du gaz naturel d'amont, nos travailleurs et nos innovateurs de collaborer avec le gouvernement du Canada pour exploiter pleinement ce potentiel. Notre industrie emploie directement et indirectement plus de 500 000 Canadiens compétents dans chaque province. Leur travail acharné et leur esprit d'innovation permettent de produire du pétrole et du gaz naturel qui, selon les rapports sur les marchés des capitaux de la Banque de Montréal, classent le Canada au premier rang parmi les 10 principaux exportateurs d'énergie dans le monde pour ce qui concerne le profil environnemental, social et de gouvernance.

Il faut par ailleurs reconnaître le rôle important et grandissant de nos partenaires autochtones dans le développement énergétique responsable au Canada. Ce domaine offre aux communautés autochtones des possibilités durables d'accroître leur prospérité et d'accéder à l'autodétermination. Un secteur du pétrole et du gaz naturel vigoureux et innovateur fait partie intégrante des efforts de réconciliation, et particulièrement de la réconciliation économique.

Notre industrie continuera à innover en matière technologique pour contribuer à la réduction des émissions pour l'ensemble du pays et de la planète, entre autres objectifs. Il est par conséquent primordial que le Canada établisse la portée, l'envergure et le rythme de sa transition équitable en tenant compte des transformations opérées ailleurs dans le monde dans le secteur de l'énergie, sans quoi il risque d'écarter trop rapidement des possibilités, ici et à l'étranger, de contribuer à la sécurité énergétique mondiale et à la réduction des émissions.

L'Agence internationale de l'énergie estime que les besoins et la demande de pétrole et de gaz naturel se maintiendront pendant des décennies encore dans le monde. Ce constat reste le même dans ses scénarios axés sur la durabilité et la carboneutralité. La croissance de la population mondiale et l'aspiration de tous les humains à une qualité de vie meilleure ne laissent aucun doute quant à la nécessité des sources d'énergie sûres, fiables et abordables. L'un des rôles les plus importants du Canada dans la lutte mondiale contre les changements climatiques sera donc d'exporter du gaz naturel liquéfié pour remplacer le charbon dans l'approvisionnement énergétique mondial.

Une des approches possibles pour gérer efficacement les répercussions de la transition vers une économie mondiale à faible intensité de carbone sera de saisir la chance unique qui s'offre au Canada de satisfaire à la hausse actuelle et future de demande mondiale de pétrole et de gaz naturel produits de manière responsable. Cette approche devra assurer la protection et le renforcement de la sécurité

énergétique canadienne et mondiale, et la gestion des répercussions sur l'abordabilité de l'énergie.

Nous proposons à cet escient d'intégrer trois principes à l'approche qui sera adoptée pour le Canada pour soutenir une transition équitable. Premièrement, il faudra renforcer la capacité du Canada à jouer un rôle de premier plan dans la production responsable d'énergie peu polluante. C'est essentiel pour qu'il puisse répondre à la demande croissante en gaz naturel et en pétrole, et contribuer à la sécurité énergétique mondiale. Deuxièmement, il faudra reconnaître le rôle des travailleurs qualifiés de classe mondiale et leur offrir l'aide nécessaire pour qu'ils continuent de faire un travail essentiel et, le cas échéant, qu'ils puissent occuper d'autres fonctions liées notamment à la production d'hydrogène et au captage, à l'utilisation et au stockage du carbone afin de nous aider à atteindre notre objectif complémentaire de réduire de manière importante les émissions du Canada. Troisièmement, il faudra insister sur le fait que la stratégie du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, et que tous les secteurs doivent y participer.

Les politiques adoptées ailleurs relativement au gaz naturel liquéfié ont de quoi nous faire réfléchir. Ce qui se passe en Europe actuellement met en évidence le risque associé à une transition énergétique incohérente. Même avant l'invasion russe en Ukraine, les prix du pétrole et du gaz naturel avaient augmenté en raison des ruptures d'approvisionnement et du ralentissement du développement énergétique, attribuable en bonne partie au défaut des politiques des gouvernements et des investisseurs de tenir compte de la demande énergétique mondiale.

La politique de transition équitable du Canada devra prendre ces réalités en compte. Elle devra prévoir des indicateurs régionaux et nationaux de rendement économique et en matière d'emploi. Cette politique devra aussi prendre en considération les disparités régionales à l'échelle du Canada. Elle devra viser à améliorer la situation économique des industries canadiennes et à soutenir leurs efforts de réduction des émissions. Enfin, elle devra faire en sorte que la portée, l'envergure et le rythme de notre transition vers une économie sobre en carbone soient établis en fonction des efforts de transformation du secteur de l'énergie ailleurs dans le monde.

La collaboration sera un ingrédient essentiel de la réussite dans tous ces aspects. Nous vivons un moment charnière, et l'Association canadienne des producteurs pétroliers est prête à travailler en partenariat avec le Parlement et le gouvernement pour trouver des solutions et favoriser une transformation juste et équitable du secteur de l'énergie.

Merci.

• (1535)

Le président: Vous arrivez pile au bout du temps alloué. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. McTeague.

Je mets le chronomètre en marche. Vous avez cinq minutes.

• (1540)

L'hon. Dan McTeague (président, Les Canadiens pour une Énergie Abordable): Monsieur le président, je suis ravi de témoigner devant le Comité.

[Français]

Je suis honoré d'être ici et d'avoir été invité par les députés des divers partis.

Le contexte de ma comparution exige quelques commentaires sur la question de la transformation juste et équitable du secteur de l'énergie du Canada.

[Traduction]

De toute évidence, l'étude entreprise par le Comité arrive à point nommé. Cela dit, je pense qu'il faut absolument envisager la question à l'étude en tenant compte de la réalité de bon nombre de Canadiens. Pour ceux comme moi dont le travail suppose de suivre la situation des prix de l'énergie, il est clair que le débat fait trop souvent abstraction d'une variable pourtant très importante de l'équation. Je fais référence ici aux difficultés réelles que beaucoup de Canadiens rencontrent, et à l'abordabilité au premier chef, dont on parle trop peu. Pourtant, la question de l'abordabilité de l'énergie doit être au cœur du débat.

Cela n'étonnera certainement pas plusieurs de mes collègues et anciens collègues — je suis ravi de voir que quelques-uns d'entre eux siègent toujours au Comité, y compris certains que je connais très bien — de m'entendre dire que je trouve la situation pour le moins étrange. Nous cherchons les meilleures façons de faire une transition équitable alors que nous savons pertinemment que cette transition est hors de portée pour beaucoup de Canadiens en cette période où les prix atteignent des sommets historiques. Je ne parle pas seulement des prix du pétrole, même si c'était plus simple. Les prix du diesel, du gaz naturel, de l'électricité dans plusieurs provinces atteignent des niveaux qui rendent la vie extrêmement compliquée pour la plupart des consommateurs. C'est en tenant compte de ce contexte que le Comité devra à mon avis formuler toutes ses conclusions et toutes ses recommandations.

Nous avons des signaux qui sont peut-être l'occasion pour les Canadiens et nos représentants de réfléchir aux répercussions que pourrait avoir une transition trop rapide. Nous voulons protéger l'environnement, mais devons aussi protéger les consommateurs. Nous devons tenir compte des moyens de notre pays. Il peut y avoir des conséquences imprévues à l'adoption d'énergies qui n'ont pas fait leurs preuves à titre d'options évolutives et fiables en Europe et ailleurs, ni même abordables. Nous voyons ces conséquences à l'œuvre en Europe, qui depuis 30 ans est engagée dans la quête d'une solution équitable.

Notre économie est énergivore. Il fait froid chez nous. Notre pays a une consommation d'énergie disproportionnée par rapport à d'autres. Quand j'étais député, je représentais une circonscription qui avait été un chef de file en matière de technologie énergétique. Il s'y est notamment construit les premiers réacteurs nucléaires commerciaux en Amérique du Nord. Non seulement elle a été à l'avant-garde de l'adoption de nouvelles technologies réalistes et réalisables, mais elle a été à l'origine d'une période de prospérité sans précédent dans ma province, l'Ontario. L'électricité et d'autres formes d'énergie à faible coût, indépendamment de l'aide publique, ont permis à l'Ontario d'attirer sur son territoire des entreprises manufacturières et de maintenir une vigueur économique enviable par rapport à bien d'autres États et provinces de l'Amérique du Nord.

Si nous allons trop vite, en étant convaincus que la transition et le changement peuvent se faire du jour au lendemain parce que c'est ce qu'il faut faire ou parce que c'est dans l'air du temps, les résultats risquent d'être décevants. D'ailleurs, c'est ce que nous observons ac-

tuellement quand des gouvernements, y compris celui de ma province, adoptent des politiques axées sur l'énergie propre, mais doivent par ailleurs s'endetter à hauteur de 6,5 milliards de dollars dans certains cas pour protéger les consommateurs contre les contrecoups de l'adoption trop rapide de certaines technologies qui n'ont pas fait leurs preuves, qui ne sont pas fiables et qui par surcroît, comme je l'ai déjà dit, sont inabornables.

[Français]

Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

[Traduction]

J'ai très hâte d'entendre ce que vous avez à dire. Un débat dialectique nous aidera peut-être à mieux nous connaître et à mieux comprendre vos intérêts. L'essentiel est que quelqu'un vous donne le point de vue des Canadiens qui se demandent actuellement si l'abordabilité est possible dans ce pays.

J'ai bien peur qu'il soit difficile d'obtenir la faveur du public si cela n'est pas pris en considération.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci de ce témoignage.

Je remets le compteur à zéro et je donne la parole à Clear Energy Canada.

Madame Smith, nous vous écoutons. Vous avez cinq minutes.

[Français]

Mme Merran Smith (dirigeante principale de l'innovation, Clean Energy Canada): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

[Traduction]

Bonjour, monsieur le président, et bonjour, distingués membres du Comité.

Il y a cinq ans, le principal message que j'ai retenu à l'issue d'une réunion à laquelle participaient plusieurs des élus ici présents était qu'en matière d'action climatique, les gains l'emportent sur la souffrance, et que la transition énergétique serait une source d'emplois et de prospérité économique.

Ce qui était alors une simple idée est aujourd'hui une réalité. Plus de 430 000 Canadiens travaillent dans le secteur de l'énergie propre, et on s'attend à ce que leur nombre double ou presque d'ici à 2030. Selon une modélisation réalisée à partir des estimations de Navius Research, la perte de 126 000 emplois dans le secteur des combustibles fossiles, en raison de l'abandon du pétrole et du gaz dans les marchés mondiaux, sera compensée par la création de 209 000 emplois dans le secteur de l'énergie propre d'ici à 2030.

Nous avons également constaté que c'est en Alberta que la croissance relative des emplois liés à l'énergie propre sera la plus forte. Cette province possède la meilleure capacité du pays sur le plan de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire. Par exemple, la centrale Travers Solar, située dans le Sud de l'Alberta, est le plus important projet de panneaux solaires au Canada. Plus de 1 000 emplois y sont rattachés durant la période de pointe de la construction. À Edmonton, Air Products Canada a actuellement un projet d'exploitation de l'hydrogène bleu. L'investissement de 1,3 milliard de dollars créera 2 500 emplois dans les domaines de la construction et du génie à court terme, et d'autres emplois seront créés dans l'industrie du transport de l'hydrogène à long terme.

La transition ne touche pas seulement le secteur de l'énergie. Des constructeurs de véhicules automobiles veulent se repositionner dans le marché. J'ai remarqué que les annonces publicitaires portaient surtout sur les véhicules électriques durant le Super Bowl. C'est un signe des changements en cours. En mars, le Canada a décroché l'investissement le plus important au Canada depuis les années 1980, sinon de tous les temps, dans le secteur automobile. Une méga-usine sera construite à Windsor au coût de 5 milliards de dollars et créera 2 500 emplois. Cette usine non seulement contribuera à sauver ce secteur, mais elle offrira aussi un nouveau moyen d'en assurer la croissance.

C'est seulement un des engagements pris récemment relativement à la chaîne d'approvisionnement en batteries au Canada. En très peu de temps, le Canada s'est donné les moyens de devenir un joueur important dans l'électrification de l'industrie nord-américaine de l'automobile. Le gouvernement fédéral a travaillé d'arrache-pied avec les provinces pour conclure ces ententes majeures.

Cet été, Clean Energy Canada et Trillium Network publieront les résultats de recherches récentes sur le nombre d'emplois qui pourraient être créés en lien avec la chaîne d'approvisionnement en batteries du Canada. Je n'ai pas le rapport complet aujourd'hui, mais je peux vous donner un avant-goût. Des emplois seront créés un peu partout au Canada, autant dans les régions rurales que suburbaines et dans les secteurs des mines, de la fabrication et des composants. Nous aurons besoin d'une stratégie judicieuse sur les solutions industrielles propres pour attirer ce genre d'emplois et d'autres investissements à l'échelle du pays. Nous observons déjà les résultats de la transition énergétique en matière de création d'emplois au Canada.

J'aimerais ajouter quelque chose qui me semble très important pour compléter ce que M. McTeague vient de dire. Cela concerne un aspect tout aussi déterminant que l'aspect économique. La question de l'heure au Canada est le coût de la vie, et la transition vers des énergies propres offre aussi une solution à ce problème.

La transition vers des énergies propres diminue la facture énergétique. C'est clair et net. C'est ce que nous dit l'Agence internationale de l'énergie, qui a établi que les politiques gouvernementales actuelles diminueront la facture énergétique des ménages moyens d'ici à 2050 dans les économies avancées. Plus les politiques seront nombreuses, plus l'effet sur la facture sera important. Les constats de l'Institut climatique du Canada sont les mêmes: les Canadiens consacreront une proportion de moins en moins élevée de leurs revenus à l'énergie à mesure que la transition progressera.

Bien entendu, la facture d'électricité augmentera parce que nous en utiliserons davantage, mais l'abandon des combustibles fossiles et l'efficacité énergétique accrue se traduiront par des économies. Je ne sais pas si vous avez vu le rapport récent intitulé *The True Cost*, qui conclut qu'un véhicule électrique permet d'économiser des milliers de dollars après huit ans par rapport à un véhicule comparable à essence. Encore là, utiliser moins d'énergie, ou gaspiller moins d'énergie, permet d'économiser. Il y a en effet une énorme perte de chaleur avec les combustibles fossiles.

Il existe toutefois un obstacle de taille, et c'est le prix élevé à l'achat des solutions qui permettent d'économiser à long terme. Le soutien du gouvernement est nécessaire pour surmonter cet obstacle. Il faut offrir aux Canadiens moins fortunés des mesures comme les remboursements sur le prix d'un véhicule électrique d'occasion, par exemple.

• (1545)

Je vais conclure en parlant des progrès réels de la transition énergétique mondiale. Nos principaux partenaires commerciaux investissent des milliards de dollars pour repenser leur économie. La course que mène actuellement l'Union européenne pour réduire sa dépendance aux combustibles fossiles importés présage de ce que sera l'économie mondiale de demain.

Un des moyens les plus efficaces qui s'offrent au Canada pour favoriser une transition juste et équitable sera d'investir dans la transition énergétique. Il doit investir en s'appuyant sur des politiques et des règlements éclairés pour accélérer la décarbonisation, offrir des crédits d'impôt, faire des investissements stratégiques et donner un signal clair de stabilité en matière de politiques pour que le secteur privé sache à l'avance qu'il devra prévoir ses investissements en fonction de ces plans en matière d'énergie propre.

[Français]

Je vous remercie beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci pour ces observations.

Je donne maintenant la parole aux porte-parole d'Électricité Canada et de Ressources humaines, industrie électrique du Canada. Si j'ai bien compris, les témoins partageront les cinq minutes qui leur sont allouées. Je vais essayer de faire de mon mieux pour le chronométrage.

Monsieur Bradley, je vais lever le carton jaune après deux minutes, et le carton rouge après deux minutes et demie. La parole ira ensuite à Mme Branigan. Je vais vous montrer le carton jaune après quatre minutes et demie et le carton rouge après cinq minutes. J'espère que cela ira pour vous.

Si vous êtes prêt, monsieur Bradley, je vais mettre le chronomètre en marche.

• (1550)

[Français]

M. Francis Bradley (président et directeur général, Électricité Canada): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Bonjour à tous.

Je m'appelle Francis Bradley et je suis président-directeur général d'Électricité Canada. Comme vous l'avez compris, je vais partager mon temps de parole avec ma collègue Mme Branigan, de Ressources humaines, industrie électrique du Canada.

Électricité Canada est la voie nationale de l'électricité au pays. Nos membres produisent, transportent et distribuent de l'électricité à des clients industriels, commerciaux et résidentiels d'un océan à l'autre.

[Traduction]

L'avenir énergétique du Canada passe par l'électricité, un rouage très important en matière économique, environnementale et sociale qui joue un rôle déterminant dans la prospérité du Canada. Le secteur emploie plus de 100 000 personnes et compte pour plus de 30 milliards de dollars de notre PIB. De plus, parce qu'elle est produite dans une proportion supérieure à 80 % à partir de sources non émettrices, l'électricité canadienne est l'une des moins polluantes dans le monde.

Le secteur de l'électricité joue un rôle de premier plan dans la transition énergétique. Cela dit, il faudra décarboniser et délaissier progressivement les installations de production les plus polluantes à l'échelle du secteur, ce qui signifie qu'une partie des effectifs devra faire une transition. Et pour que la transition soit équitable, il sera primordial d'offrir le soutien voulu aux communautés et aux travailleurs touchés.

Le secteur de l'électricité connaît une forte croissance. Pour atteindre ses objectifs climatiques, le Canada tablera sur l'électrification pour soutenir la décarbonisation d'autres secteurs de l'économie. Il en résultera des changements majeurs dans notre marché du travail. De nouveaux emplois seront créés, mais il faudra offrir aux travailleurs des possibilités d'acquérir de nouvelles compétences pour qu'ils puissent occuper ces emplois. Le recrutement au sein des groupes sous-représentés et l'élargissement des possibilités qui leur seront offertes figurent aussi parmi les priorités de notre secteur.

Enfin, la décarbonisation du secteur ne devra pas se faire au détriment de l'abordabilité. Le gouvernement fédéral estime qu'il faudra doubler, voire tripler notre production d'électricité propre d'ici à 2050. Nous devons aussi réfléchir à la façon dont le secteur s'y prendra pour atteindre l'objectif du gouvernement de construire un réseau électrique carboneutre avant 2035.

Aujourd'hui, le 9 mai 2022, il nous reste seulement 4 985 jours pour y arriver. Pour réaliser ces objectifs, il faudra investir massivement dans l'infrastructure électrique et planifier soigneusement chaque étape. Nous devons unir nos efforts et prendre le temps nécessaire pour réussir une transition énergétique qui n'aura pas de trop lourdes conséquences sur l'abordabilité pour les Canadiens.

[Français]

Notre secteur sera au centre de la transition juste.

Nous vous remercions de nous avoir offert l'occasion de participer à cette importante étude.

Je voudrais maintenant céder la parole à Mme Branigan.

[Traduction]

Mme Michelle Branigan (directrice générale, Ressources humaines, industrie électrique du Canada): Merci, monsieur Bradley.

Je remercie également le Comité de me donner l'occasion de témoigner devant lui.

Je m'appelle Michelle Branigan. Je suis directrice générale de Ressources humaines, industrie électrique du Canada. Notre rôle est d'assurer le fonctionnement continu du réseau en soutenant la préparation d'une main-d'œuvre de classe mondiale et en renforçant ses capacités dans l'ensemble du secteur de l'électricité. Nous sommes un organisme national sans but lucratif dont le but est de favoriser, sans parti-pris, la collaboration entre les différentes parties prenantes pour que le secteur soit assuré de pouvoir compter sur une main-d'œuvre qui a toujours la sécurité en tête et qui est hautement qualifiée, diversifiée et productive.

Nous menons des recherches sur le marché du travail pour mieux comprendre l'offre et la demande de main-d'œuvre dans le secteur. Les résultats servent ensuite à concevoir des programmes efficaces pour combler les pénuries relevées dans le marché du travail.

Le secteur de l'électricité et le Canada dépendent de leurs travailleurs essentiels 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, mais le principe juste à temps ne s'y applique pas. Plus de 80 % des travailleurs occupent des emplois de haute technicité dans le secteur des métiers spécialisés ou du génie, notamment, et il leur faut souvent de 5 à 10 ans pour parvenir à la pleine compétence. C'est particulièrement le cas dans le domaine du nucléaire. Il faut pouvoir planifier longtemps à l'avance pour combler les besoins du marché du travail. La concertation des employeurs, des travailleurs, des décideurs et des éducateurs sera essentielle pour que le réseau électrique puisse répondre aux nouvelles demandes de charge associées à l'électrification et, bien entendu, aux nouvelles technologies et aux nouveaux processus opérationnels tels que les petits réacteurs modulaires et les systèmes de stockage d'énergie.

L'abandon des combustibles fossiles et la transition vers le recours accru aux énergies renouvelables et l'électrification devront profiter à tous. Il faudra faire bien attention de n'oublier personne. Certains travailleurs devront perfectionner leurs compétences ou se requalifier parce que des emplois disparaîtront ou évolueront, et il sera impératif de leur offrir toutes les possibilités et tout le soutien nécessaires. Par ailleurs, la transition vers des énergies propres exigera l'adoption de politiques d'inclusivité. Nous avons une obligation morale de permettre à tous les membres de notre société de choisir une voie professionnelle sans que leur genre, leurs antécédents ou une dimension quelconque de leur identité entrent en ligne de compte.

En conclusion, le secteur peut devenir un rouage important d'une transition équitable, et nous sommes fort heureux d'avoir été invités à participer à ce débat.

Merci de nous accorder votre temps.

• (1555)

Le président: Excellent. Nous vous remercions en retour pour vos remarques préliminaires.

C'est maintenant le tour de Mme Johnson, d'Energy NL.

Si vous êtes prête, vous pouvez commencer. Vous avez cinq minutes.

Mme Charlene Johnson (directrice générale, Energy NL): Merci, monsieur le président.

Merci au Comité de me permettre de témoigner aujourd'hui.

Pour commencer, je vais vous donner quelques renseignements sur Energy NL, une association qui représente quelque 460 entreprises ou organismes du secteur de l'énergie. Notre association défend les intérêts de ses membres depuis 45 ans et, tout récemment, sa vision, son mandat et son nom ont été revus pour mieux refléter les intérêts des membres et l'évolution du secteur de l'énergie.

Nous vivons une période de changement alors que nous nous apprêtons en vue de l'adoption de nouvelles sources d'énergie. Plus que jamais, l'évolution énergétique est guidée par notre compréhension des avancées dans le domaine de l'énergie et des technologies, de même que par nos compétences et notre expertise. Le pétrole et le gaz vont faire partie de notre approvisionnement énergétique pendant des décennies encore, et nous devons chercher des façons de réduire les émissions au minimum et de positionner notre industrie au premier plan des efforts collectifs vers la carboneutralité.

C'est pour cette raison que la production extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador est si importante. Les émissions liées à l'extraction de notre pétrole se situent à 30 % sous la moyenne mondiale et, à ce titre, il doit absolument devenir un produit phare de nos efforts diligents pour atteindre la carboneutralité.

Dans les discussions autour de l'objectif du gouvernement fédéral d'opérer une transition équitable pour les travailleurs, nous devons garder à l'esprit que notre production extracôtière est moins émissive et qu'il existe des disparités régionales à l'échelle du pays et entre les différentes sources d'énergie. Il ne faut pas tout mettre dans le même panier.

Il faut en venir à l'évidence que la transition équitable prendra une allure différente pour les travailleurs de l'est, du centre, de l'ouest ou du nord du Canada. Comme il est énoncé dans le mémoire soumis par Energy NL relativement au document de travail sur la transition équitable pour les travailleurs, notre industrie extracôtière emploie une main-d'œuvre très scolarisée et très spécialisée.

En 2021, pour un seul projet de production extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador, le projet Hebron, 82 % au moins des titulaires d'emplois directs équivalents temps plein pouvaient être considérés comme des travailleurs qualifiés. Ces travailleurs sont hautement spécialisés, très bien rémunérés et très motivés.

La manière dont les gouvernements parlent de la transition est importante. Si leurs messages donnent à penser que la transition se fera du jour au lendemain, ils peuvent créer un climat d'incertitude, décourager les investissements essentiels à court et à moyen terme, priver des personnes de leur gagne-pain et nuire à la santé mentale des travailleurs et des entrepreneurs. Il faut également se rendre compte que le développement dans le secteur des énergies renouvelables n'offrira pas forcément les mêmes niveaux d'emploi ou de revenu que l'industrie du pétrole et du gaz, et qu'il ne se fera pas forcément de la même manière dans toutes les régions. Les retombées économiques ne seront donc pas équivalentes pour tout le monde et toutes les communautés.

Dans ce contexte, il faudra que le groupe consultatif suggéré dans le document de travail sur la transition équitable reconnaisse le rôle et la voix des gouvernements, des organismes de réglementation et de toutes les parties prenantes de l'industrie, y compris le secteur privé, des associations industrielles, des syndicats, des établissements d'enseignement, de formation et de recherche, de même que des organismes qui militent pour la diversité au sein de la main-d'œuvre. De plus, toutes les provinces devraient avoir leur propre groupe consultatif.

Une transition équitable exigera une planification et de vastes consultations de l'industrie. Le Canada devra aussi favoriser le développement et l'adaptation technologiques pour atteindre la carboneutralité, et nous aurons besoin de programmes publics de soutien pour y arriver. En parallèle, il faudra offrir des possibilités de formation de la main-d'œuvre pour qu'elle puisse travailler dans un environnement numérique et faire en sorte qu'elle contribue à la réduction des émissions et à la transition.

Les gouvernements et les entreprises devront aussi faire en sorte que tous les secteurs canadiens se préparent en vue d'une économie sobre en carbone et cherchent des solutions pour abaisser leurs émissions. C'est un enjeu qui touche tous les secteurs et nous devons tous participer à cette lutte.

Je tiens à dire qu'Energy NL fait entièrement confiance au ministre fédéral du Travail, le ministre Seamus O'Regan, qui vient de chez nous et qui est parfaitement conscient des enjeux pour les travailleurs du secteur des ressources naturelles.

Pour conclure mon exposé, je vais vous soumettre les recommandations d'Energy NL.

Il faut tenir compte des disparités régionales, pour ce qui concerne entre autres les produits énergétiques et les lieux de travail des travailleurs. Une approche unique ne sera pas efficace.

Energy NL recommande que chaque province ait son propre groupe consultatif, formé de représentants du gouvernement, de l'industrie, des syndicats et d'autres parties concernées. Il faudra également faire une évaluation du marché du travail dans chaque province, qui comprendra une analyse des répercussions sur les communautés.

Nous recommandons au gouvernement du Canada de financer la recherche, le développement, la mise à l'essai, la mise en place et l'adaptation de technologies pour aider les différents secteurs à réaliser l'objectif de carboneutralité et à assurer le perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre afin qu'elle puisse travailler dans un environnement numérique.

Les gouvernements doivent être conscients des répercussions que leurs déclarations sur la transition peuvent avoir sur les travailleurs, les communautés et les entreprises. Toutes les industries, pas seulement l'industrie du pétrole et du gaz, doivent participer à l'atteinte de la carboneutralité et à la transition équitable pour les travailleurs.

Energy NL recommande également que le gouvernement adopte une approche globale, qui mettra à contribution tous les ministères et organismes concernés, pas uniquement Ressources naturelles Canada.

● (1600)

Je vous remercie de nouveau de nous accorder votre temps. Je me réjouis de poursuivre la discussion sur cette question.

Le président: Merci.

La prochaine témoin est présente dans la salle.

Soyez la bienvenue, madame Da Silva. Je mets le chronomètre en marche. Vous disposez de cinq minutes pour nous présenter vos remarques liminaires.

Mme Luisa Da Silva (directrice exécutive, Iron and Earth): Merci, monsieur le président, et merci, distingués membres du Comité.

Je tiens tout d'abord à souligner que je travaille, vis et me diverte sur les terres traditionnelles et visées par un traité de la Première Nation des Mississaugas de Credit.

Partout au Canada, les communautés doivent affronter des conditions de plus en plus difficiles, qui accentuent la situation de précarité des plus vulnérables. L'économie canadienne se trouve actuellement devant trois grands défis: le rétablissement après la pandémie de COVID-19; la décarbonisation de ses activités et l'élimination des inégalités pour que tous puissent bénéficier d'une transition prospère.

Iron and Earth représente des travailleurs, des amis et des familles du secteur des combustibles fossiles. Nos travailleurs apportent au secteur de l'énergie une expérience technique qui devra être mise à profit pour que la transition énergétique soit juste et équitable. Toutefois, cette transition énergétique soulève plusieurs défis pour nos travailleurs. L'accès restreint à diverses possibilités préoccupe beaucoup de travailleurs qui craignent que le manque de formation ou de soutien professionnel les laisse en plan dans cette transition, même s'ils souhaitent ardemment participer à une économie sobre en carbone.

Le Canada devra investir dans le perfectionnement de la main-d'œuvre, dans les entreprises et les infrastructures, ainsi que dans la revitalisation de l'environnement. En réponse à la proposition de transition équitable, Iron and Earth a établi un plan de transition prospère en quatre points qui met l'accent sur les Autochtones, les travailleurs du secteur des combustibles fossiles et les communautés énergétiques, qui doivent occuper une place centrale dans ce débat. En premier lieu, notre plan prévoit la mise en œuvre de projets de perfectionnement intégrant des expériences de travail pratiques et réelles, et l'accès prioritaire des travailleurs autochtones ou qui se heurtent à des obstacles à l'emploi dans l'industrie. Deuxièmement, le plan prévoit des projets de repositionnement pour aider les entreprises manufacturières à se rééquiper et à revoir leur offre de services afin de l'adapter à la nouvelle demande de produits issus d'industries sobres en carbone. Le troisième point vise des projets de modernisation et de conversion afin de réduire l'intensité carbonique des infrastructures à long terme, ainsi que des projets de conversion d'anciennes infrastructures. Le quatrième et dernier point du plan propose la mise en œuvre de solutions de lutte contre les changements climatiques dirigées par des Autochtones, qui comprendront des mesures d'atténuation des effets, d'adaptation et de remise en état.

Iron and Earth a aussi conçu un programme de mise en œuvre d'une transition équitable qui tient compte des points de vue des travailleurs de l'industrie des combustibles fossiles et de leurs communautés, ainsi que des Autochtones de différentes communautés et nations. Le programme répond aux besoins de tous ces gens, et particulièrement les plus vulnérables et ceux qui sont historiquement laissés pour compte dans le débat public, c'est-à-dire les personnes discriminées en raison de leur race ou de leur identité sexuelle, qui vivent dans la précarité sur le plan du logement ou qui sont sous-employées. Nous tenons compte des points de vue non favorables à la transition ou à tout nouveau développement dans les communautés. Il faut aller au-delà de la consultation et écouter sincèrement ce que les communautés et les travailleurs ont à dire dans le cadre d'un dialogue continu.

Le programme devrait servir de modèle pour la mise en œuvre d'une transition équitable dans toutes les communautés énergétiques du Canada. Il fera comprendre aux travailleurs et à leur communauté ce que représentera une transition équitable pour eux, en mettant l'accent sur l'économie locale, les possibilités d'emplois et les ressources offertes, y compris les programmes de perfectionnement et le portail sur les carrières liées aux changements climatiques.

Le gouvernement doit s'assurer de la cohérence de ses messages. Il peut être confondant d'apprendre que le grand projet extracôtier de combustibles fossiles Bay du Nord a été approuvé peu de temps après l'annonce d'un budget très axé sur l'environnement et la recommandation d'un organisme comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de ne pas démarrer de

nouveaux projets dans ce secteur. Il devient difficile pour les travailleurs, les familles et les communautés de savoir qui et quoi croire. La transition juste et équitable du secteur de l'énergie doit commencer par un message clair et cohérent de l'ensemble des secteurs du gouvernement.

Cela m'amène au point suivant de mon exposé, soit la coordination nécessaire entre les municipalités, les provinces et le fédéral. Actuellement, le démarrage de projets axés sur les énergies propres est compliqué en raison des lois et des règlements contradictoires des différents ordres de gouvernement. Plusieurs ministères fédéraux participent à la transition équitable, mais aucun ministère, groupe ou comité n'a reçu le mandat de superviser l'élaboration, la gestion et la mise en œuvre de politiques axées sur cette transition. Il faut un organisme central, qui ne sera pas un groupe consultatif puisque les conseils peuvent toujours être ignorés. Cet organisme devra disposer des pouvoirs requis pour veiller à ce que la législation soit centrée sur les besoins des travailleurs et pensée en conséquence.

En résumé, pour favoriser une transition juste et équitable du secteur de l'énergie, il faut mettre les communautés au premier plan, permettre à tous ceux qui le veulent d'y participer et être à l'écoute. Il faudra octroyer du financement et des ressources pour le perfectionnement des compétences à l'échelle nationale, créer des possibilités de carrière en favorisant le repositionnement des entreprises, la modernisation et la conversion des infrastructures, et soutenir les solutions de lutte aux changements climatiques conçues par des Autochtones. Il faudra en outre charger une autorité centrale de superviser l'élaboration, l'administration et l'application d'une législation sur la transition équitable. Et, dernier point mais non le moindre, il faudra veiller à ce que les messages soient simples et cohérents.

Merci.

• (1605)

Le président: Merci beaucoup.

Nous avons maintenant quatre séries de questions, de six minutes chacune.

M. McLean va commencer.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'aujourd'hui. Tout cela a été très instructif. Nous avons une bonne liste de témoins très informés. J'ai hâte de passer aux questions.

D'abord, madame Joseph, je vais aller un peu en profondeur ici, mais nous parlons de l'emploi. Pouvez-vous me dire combien de personnes travaillent dans l'industrie pétrolière et gazière du Canada?

Mme Shannon Joseph: Directement et indirectement, et cela comprend notre chaîne d'approvisionnement nationale, nous comptons plus de 522 000 personnes.

M. Greg McLean: Ces 522 000 personnes comprennent-elles les producteurs de pétrole et de gaz, l'industrie des services pétroliers et gaziers, ainsi que les fournisseurs d'autres régions du pays qui fournissent du matériel, comme l'acier pour vos intrants...

Mme Shannon Joseph: C'est exact.

M. Greg McLean: ... et le personnel technique également, pour les logiciels et tout le reste?

Mme Shannon Joseph: Il y aurait des consultants en logiciel, des consultants en environnement, etc.

M. Greg McLean: Cela fait 522 000 employés qui travaillent dans votre industrie. Je vous remercie.

Savez-vous combien d'employés directs de Ressources naturelles Canada s'occupent exclusivement ou principalement de l'industrie pétrolière et gazière au Canada?

Mme Shannon Joseph: Je pourrais fournir ce chiffre au Comité. Je ne l'ai pas en tête.

M. Greg McLean: D'accord. Je vous remercie.

En ce qui concerne les fonctionnaires au Canada, savez-vous combien il y en a dans tous les gouvernements provinciaux qui œuvrent aussi dans votre industrie quotidiennement ou presque?

Mme Shannon Joseph: Non. Je n'ai pas ce chiffre, mais je pourrais le trouver.

M. Greg McLean: Pas de problème.

On peut dire sans se tromper que nous ajouterions des dizaines de milliers d'emplois aux 522 000 dont nous avons parlé.

Mme Shannon Joseph: C'est exact.

M. Greg McLean: Nous devrions les considérer tous dans un même bassin lorsque nous parlons de toutes les formes de transition de leurs emplois. Les fonctionnaires, les agents de service, les aciéries, les entreprises de haute technologie, les producteurs de pétrole et de gaz et les entreprises de service sont tous dans le même bassin, diriez-vous?

Mme Shannon Joseph: Cela semble raisonnable.

M. Greg McLean: Je le pense aussi. Je vous remercie.

À combien s'élève la contribution de votre industrie en moyenne par année à tous les ordres de gouvernement au Canada? Est-ce que vous le savez?

Mme Shannon Joseph: Ce chiffre évolue constamment, mais selon nos dernières estimations, il s'agit d'une moyenne de 20 milliards de dollars pour tous les ordres de gouvernement au Canada. Je mentionne également le budget 2022, qui fait état d'une hausse de 45 % des recettes fiscales des sociétés en raison de la hausse du prix des produits de base. Une grande partie de cette augmentation est due à l'exportation de pétrole et de gaz du Canada.

M. Greg McLean: Diriez-vous que toute affirmation selon laquelle le gouvernement canadien subventionne votre industrie serait probablement très mal éclairée?

Mme Shannon Joseph: Ce serait très mal éclairé. Je serais heureuse de partager avec le Comité notre récent mémoire sur les subventions. Cette question a été étudiée en profondeur par Environnement et Changement climatique Canada et le ministère des Finances. Nous ne sommes pas une industrie subventionnée. Nous sommes un contributeur important à l'économie du Canada.

M. Greg McLean: Merci beaucoup.

Nous parlons de l'évolution de l'offre et de la demande en énergie. Vous avez mentionné l'hydrogène, mais il y a aussi le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, qui visent tous à décarboniser notre chaîne d'approvisionnement énergétique. D'après vous, d'où viendront ces emplois? Ils seront hautement spécialisés. Les gens auront une formation en sciences, mais ils auront aussi une formation technique sur le terrain. D'où viendront ces emplois, selon vous?

Mme Shannon Joseph: Notre industrie a pris des engagements importants en matière de réduction des émissions. Nos producteurs de sables bitumineux se sont engagés à atteindre la carboneutralité. Le captage et la séquestration du carbone en sont un élément important. Les économies d'échelle, les volumes et les concentrations dont nous parlons signifient que notre industrie sera un point de départ important pour le captage et la séquestration du carbone au Canada.

● (1610)

M. Greg McLean: Merci.

Comme vous en avez parlé dans votre exposé, pouvez-vous me dire combien d'emplois sont associés à la construction par vos membres du projet LNG Canada, le plus grand projet jamais construit au Canada? Pourriez-vous me dire combien de personnes sont employées pour ce projet, s'il vous plaît?

Mme Shannon Joseph: Il y en a plusieurs milliers, tant pour l'installation elle-même que pour le gazoduc Coastal GasLink, qui est encore en construction et qui alimentera cette installation en énergie. Compte tenu de la demande mondiale, on s'intéresse beaucoup à voir comment étendre ce projet.

M. Greg McLean: C'est intéressant.

Pouvez-vous également me dire quel pourcentage de travailleurs sur ces deux projets combinés sont des travailleurs autochtones? Avez-vous ce renseignement?

Mme Shannon Joseph: Les peuples autochtones représentent, je crois, environ 6 % des travailleurs. Dans notre secteur, ce pourcentage est le double de celui de tout autre secteur de l'économie canadienne ou du secteur canadien moyen. Nous pourrions obtenir des détails plus précis. Ces projets ont également des ententes sur les avantages qui incluent l'emploi, la formation et d'autres choses comme ça, donc il y a un pourcentage plus élevé d'Autochtones qui participent.

Je tiens à souligner qu'il y a une participation importante de certaines nations, comme les Haisla et d'autres nations côtières, au projet LNG Canada. Bien sûr, très récemment, 20 Premières Nations ont obtenu une participation de 10 % dans le gazoduc Coastal GasLink. De nombreuses nations trouvent la voie de la prospérité, mais aussi de la réduction des émissions mondiales.

M. Greg McLean: Merci beaucoup. Je n'ai pas beaucoup de temps. Je m'excuse.

À titre de comparaison, combien y a-t-il d'emplois actuellement dans la construction des 12 installations d'exportation de GNL aux États-Unis qui sont construites ou en voie de l'être? Savez-vous combien d'emplois ont été créés dans le cadre de ces projets?

Mme Shannon Joseph: Le nombre d'emplois est très important, et je peux trouver les chiffres. Bien sûr, il y a une croissance maintenant en raison de la demande mondiale.

M. Greg McLean: Est-ce qu'il y aurait des chiffres semblables en Australie, où l'on a continué à augmenter les exportations de GNL pour répondre aux besoins mondiaux?

Mme Shannon Joseph: Oui.

M. Greg McLean: Merci beaucoup.

Monsieur le président, me reste-t-il du temps?

Le président: Vous avez deux secondes.

M. Greg McLean: Merci beaucoup. Je reviendrai.

Le président: Je vous remercie.

Nous passons maintenant à Mme Dabrusin pour ses six minutes.

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à Clean Energy Canada. À un moment donné, vous avez parlé de la création d'emplois et d'emplois dans l'économie future. Je me demande si vous pouviez me dire, de façon très générale, quels types d'emplois futurs vous voyez. Quelles sont les industries qui, selon vous, offrent de grandes possibilités d'emploi tandis que nous avançons vers une économie à faibles émissions de carbone?

Mme Merran Smith: Je vous remercie. C'est une excellente question.

Il y aura des emplois dans la production d'énergie, qu'il s'agisse d'hydrogène propre, de transmission d'électricité ou d'autres choses du genre. Ce sont des emplois hautement spécialisés et bien rémunérés. Il y aura également des emplois dans le secteur des transports. J'ai parlé de la transition vers les véhicules électriques dans le secteur de l'automobile, et nous constatons déjà un grand nombre d'emplois dans ce secteur, qui devrait continuer à croître.

Un autre domaine est celui du bâtiment, dans la modernisation et l'installation de systèmes CVCA. Il existe en fait un potentiel énorme d'emplois pour les électriciens, les travailleurs de la construction et autres au fur et à mesure que nous modernisons et rénovons notre parc immobilier pour le rendre plus efficace et le faire passer à des sources d'énergie plus propres, comme les pompes à chaleur électriques et les systèmes de refroidissement.

Il y a ensuite quelques autres domaines de croissance de l'emploi, comme je l'ai mentionné, sur le plan des piles. Je ne suis pas en mesure de vous fournir des chiffres exacts concernant le secteur minier pour les métaux et les minéraux essentiels, jusqu'au raffinage. Le Canada pourrait faire davantage de raffinage afin d'alimenter la production des cathodes, des anodes et des cellules et la mise en place de l'ensemble de l'approvisionnement en piles, en lien avec le secteur automobile. Au cours des six derniers mois, nous avons constaté que le Canada a vraiment commencé à décrocher certains de ces grands projets et les emplois qui les accompagnent.

Comme c'est le cas dans le secteur des combustibles fossiles ou dans n'importe quel secteur, lorsque l'on construit des projets d'énergie propre, ceux-ci créent des milliers d'emplois dans la phase de construction, puis ils se poursuivent avec des emplois permanents. Un rapport publié par Iron and Earth aux États-Unis — et j'aimerais beaucoup qu'Iron and Earth en produise un aussi au Canada — montre qu'il y a une transition de compétences d'environ 90 % entre nos travailleurs actuels du secteur de l'énergie et les travailleurs de l'énergie propre de demain.

Cependant, j'appuie tout ce qui a été dit au sujet de l'amélioration des compétences et de l'aide au positionnement des gens pour ces emplois.

• (1615)

Mme Julie Dabrusin: Si je peux me permettre, puisque vous avez mentionné le groupe de Mme Da Silva ou du moins la version américaine, avez-vous des données sur une transition de 90 % de la main-d'oeuvre dans le secteur de l'énergie?

Connaissez-vous l'étude dont elle parle?

Mme Luisa Da Silva: Je suis un peu confuse, car Iron and Earth n'existe qu'au Canada.

Mme Merran Smith: Je suis en mesure de vous remettre le rapport d'étude. C'est un groupe américain qui est semblable à Iron and Earth.

Mme Julie Dabrusin: Très bien. J'aimerais beaucoup que vous nous fassiez parvenir cette étude.

Je vais passer à Électricité Canada.

Vous avez beaucoup parlé du nombre de personnes employées dans le secteur de l'électricité et de l'évolution de la façon dont nous produisons notre électricité. Je me demande quelles sont les possibilités d'emploi dans le secteur de l'électricité à l'avenir. Quels sont les types d'emplois que vous voyez se créer dans le domaine de l'électricité et pour lesquels nous aurons besoin de plus de travailleurs?

M. Francis Bradley: Je vous remercie de cette question. Je vais peut-être commencer, et Mme Branigan pourra intervenir aussi, car elle possède beaucoup de renseignements très précis dans ce domaine.

En ce qui concerne l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, nous savons que nous devons adopter une approche « tout ce qui précède » pour l'ensemble du système électrique. Pour doubler ou tripler la quantité d'électricité propre que nous produisons, il faudra rechercher toutes les sources de production non émettrices. Nous allons devoir perfectionner considérablement nos ressources de transmission, de distribution et d'énergie distribuée.

Avec l'expansion de tous les secteurs de l'électricité propre, le potentiel est immense. Mme Branigan pourrait décrire en plus détaillées ces possibilités du point de vue de la main-d'oeuvre.

Mme Julie Dabrusin: C'est ce que je suis curieuse de savoir. Quels sont les emplois que nous entrevoyons?

Mme Michelle Branigan: Comme Mme Smith l'a dit, si l'on considère l'augmentation du nombre de véhicules électriques sur nos routes, il faudra plus d'installateurs de VE, par exemple. Il faudra également des personnes travaillant dans le domaine de la vente et du marketing pour faire connaître la valeur des véhicules électriques aux consommateurs, afin de s'assurer que ces derniers sont prêts à s'adapter. C'est quelque chose d'important dans ce domaine.

Quant aux bâtiments, là encore, si l'on prend en compte les travaux d'accroissement de l'efficacité énergétique et autres, il s'en créera de nouveaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement. En rétrospective, on peut voir comment notre génération a évolué pour inclure l'énergie éolienne et l'énergie solaire; notre main-d'oeuvre comprend maintenant des techniciens en énergie éolienne et en énergie solaire, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans.

Les emplois dans le domaine de la recherche et du développement seront importants, en particulier si l'on considère le stockage de l'énergie qui est nécessaire pour faire face au climat canadien. Prenons l'exemple des petits réacteurs modulaires et les aptitudes et compétences qui seront nécessaires pour en gérer l'adoption à grande échelle. En 2027 et 2028, l'Ontario et la Saskatchewan déploieront nos premiers PRM.

Tous ces emplois nécessiteront des capacités et des compétences assez particulières pour que nous disposions de la main-d'oeuvre dont nous avons besoin. Pour donner un exemple, nous avons mis au point il y a environ un mois...

Le président: Je vais vous demander de conclure rapidement. Finissez l'exemple, puis nous passerons à l'intervenant suivant. Merci.

Mme Michelle Branigan: Nous avons élaboré une toute nouvelle norme professionnelle pour le rôle d'installateur de véhicules électriques, car elle n'existait pas dans l'industrie. Nos employeurs nous demandent maintenant d'élaborer des descriptions de tâches et des normes professionnelles pour de nouveaux emplois, qui n'existent pas encore. Les choses évoluent très rapidement.

Le président: C'est formidable. Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Simard, vous avez la parole pour six minutes.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Madame Joseph, je suis content de vous voir aujourd'hui. J'espère que vous allez pouvoir répondre à une question que j'ai posée à quelques reprises et à laquelle, malheureusement, je n'ai jamais eu de réponse.

Je vais vous demander de faire un effort qu'un politicien ne peut jamais faire, c'est-à-dire de répondre par oui ou par non.

Le pétrole carboneutre, est-ce rentable, oui ou non?

• (1620)

Mme Shannon Joseph: Quand il y a une demande, oui.

M. Mario Simard: Je vais vous expliquer ce que j'entends par rentable. Selon moi, un bien de consommation qui n'a pas besoin du soutien de l'État est quelque chose de rentable.

Dans cette perspective, le pétrole carboneutre sans soutien de l'État, est-ce rentable?

Mme Shannon Joseph: Présentement, il y a une demande croissante de pétrole à l'échelle mondiale, mais il y a aussi un intérêt pour la réduction de la demande et pour la carboneutralité. Nos membres travaillent à cette fin. Ils n'investiraient pas dans quelque chose qui leur ferait perdre de l'argent.

M. Mario Simard: Si je vous comprends bien, sans le soutien de l'État, le pétrole carboneutre n'existerait pas. Je cherche la réponse à cette question-là.

Mme Shannon Joseph: Présentement, pour atteindre les cibles de réduction, il faudrait de l'aide parce que nous allons au-delà de ce qui est rentable et nous nous heurtons à la concurrence mondiale.

M. Mario Simard: Pardonnez-moi de vous interrompre.

Je sais que le prix du pétrole a chuté en raison de la pandémie. Il n'y a pas si longtemps, j'ai vérifié l'état de la situation. Le 22 mars 2021, le baril de pétrole était à 64 \$; le 22 mars 2022, le baril de pétrole était à 128 \$. C'est une reprise qui commence quand même à être assez intéressante.

J'ai fait le même exercice pour les marges de raffinage. La marge de raffinage était de 1,15 \$ en mars 2021, comparativement à 4,40 \$ en mars 2022. Je pense que les pétrolières font des bonnes affaires ces temps-ci.

Mme Shannon Joseph: Oui.

M. Mario Simard: Vous êtes d'accord avec cela. Je vais aller encore plus loin.

Ici, je ne veux pas insulter M. Jason Kenney, je n'irais pas dans ce sens-là, mais je ne crois pas qu'il soit un partisan de Greenpeace.

Il y a trois jours, M. Kenney a dit que les pétrolières poussaient peut-être le bouchon un peu loin en demandant des crédits d'impôt à hauteur de 75 % des coûts initiaux des projets de captage de carbone.

Trouvez-vous que cela est démesuré?

Mme Shannon Joseph: Si nous nous comparons avec les producteurs d'autres pays, comme la Norvège ou les États-Unis, qui commencent à avoir des projets majeurs en matière de captage de carbone pour, justement, produire le pétrole carboneutre, ce sont des pourcentages comparables. La Norvège donne une subvention équivalente à 75 % des coûts au lieu de donner un crédit d'impôt.

M. Mario Simard: Madame Joseph, prenons la moyenne des ours. Chez moi, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, je dis à mes concitoyens que les compagnies pétrolières ne veulent pas se contenter de crédits d'impôt de 50 % et qu'elles veulent des crédits d'impôt de 75 %.

Quand je regarde les profits de ces compagnies, je constate, par exemple, que MEG Energy a vu une augmentation de 68 % de ses profits au cours de la dernière année. L'Impériale, pour sa part, fera des profits supplémentaires de 1,2 milliard de dollars pour l'année qui vient. Il en va de même pour l'entreprise Canadian Natural Resources, dont les profits ont quasiment doublé, et qui engrangera 3,1 milliards de dollars. Malgré cela, on demande au gouvernement fédéral de payer la note pour les stratégies de captation de carbone.

Dans l'expression « transition juste », il y a le mot « juste ». Je pense que cette situation est profondément injuste pour les autres secteurs d'activité.

Êtes-vous d'accord avec moi à ce sujet?

Mme Shannon Joseph: Tant qu'il y aura une demande d'énergie, de pétrole ou de gaz naturel sur la planète, le Canada voudra en fournir. Nous voulons le faire de façon à réduire de plus en plus les émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre la carboneutralité pour...

M. Mario Simard: Madame Joseph, je comprends bien le principe de la demande, tant qu'il y a une demande. Cependant, il y a un principe en économie qui suppose que le produit que l'on vend sera rentable.

Or la rentabilité du pétrole carboneutre est inexistante. Si le pétrole carboneutre est rentable, c'est que l'État soutient, avec un ferveur que je n'ai jamais vue dans d'autres secteurs d'activité économique, cette idée un peu folle de créer du pétrole carboneutre. Il y a un principe premier, il me semble, qui est celui du pollueur-payeur. Eh bien, au Canada, ce que nous voyons présentement, c'est plutôt le pollueur-payé.

Mme Shannon Joseph: Monsieur Simard, tous les secteurs au Canada auront besoin d'aide pour atteindre un niveau élevé de réduction, et les ambitions...

M. Mario Simard: La part du lion, c'est vous qui l'avez.

Les seules subventions dont nous sommes certains, ce sont celles qui viennent d'Exportation et développement Canada, ou EDC. Selon Oil Change International, il y a un ratio de 1 pour 14 à cet égard. Autrement dit, vous recevez 14 milliards de dollars pendant que l'ensemble des autres secteurs qui produisent de l'énergie propre reçoivent seulement 1 milliard de dollars.

Trouvez-vous que cela est équitable?

Mme Shannon Joseph: Premièrement, ces chiffres sont faux. Je pourrais vous envoyer une soumission que nous avons faite relativement aux subventions.

• (1625)

M. Mario Simard: Je vous remercie.

Mme Shannon Joseph: Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Nous n'avons plus de temps pour ce tour.

Je donne maintenant la parole à M. Angus pour son tour de six minutes.

M. Charlie Angus: Je vous remercie. Je vais céder la parole à mon collègue, M. Desjarlais.

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui. J'ai beaucoup aimé ce que vous avez dit, mais j'ai des questions très préoccupantes. En préambule à mes questions, je vais décrire mon expérience.

Je tiens à remercier mon collègue, l'intervenant précédent, qui a vraiment souligné la gravité des problèmes auxquels le Canada est confronté, en particulier en ce qui a trait à notre économie, tandis que nous envisageons d'injecter des sommes considérables pour renflouer ces entreprises, notamment celles que Mme Joseph représente et avec qui j'ai eu l'occasion de communiquer. J'ai travaillé pour plusieurs de ces entreprises, en fait. Je viens des sables bitumineux de Cold Lake. J'ai travaillé dans les sables bitumineux. Je veux vous parler un peu des entreprises qui demandent un partenariat avec le Canada et de la façon dont elles ont traité ma collectivité.

Je suis originaire de l'Établissement métis de Fishing Lake, une collectivité autochtone qui, à l'heure actuelle, demande encore aux sociétés pétrolières de payer leurs impôts, au même titre que de nombreuses municipalités rurales de l'Alberta. Selon le président de l'association des municipalités rurales de l'Alberta, il y a 253 millions de dollars d'impôts impayés qui sont dus aux collectivités rurales de l'Alberta. Ces collectivités sont majoritairement autochtones et elles ont besoin de cet argent. Elles doivent être en mesure de payer les routes, les services et les choses de base, mais ces entreprises imposent cette dette — ce fardeau fiscal impayé — aux gens ordinaires, aux gens de tous les jours. Cela tue les collectivités.

Je veux aller plus loin. Ces projets ne tuent pas seulement les collectivités. Ils causent un préjudice aux familles. Je tiens à remercier la témoin de Iron and Earth d'avoir parlé des familles et des travailleurs. Mon père et moi étions des travailleurs de l'énergie. Mon père est mort sur un chantier énergétique. Savez-vous ce que CNRL a dit? Ils nous ont envoyés paître. C'est ça le sort des travailleurs aujourd'hui.

Maintenant, ils demandent un partenariat avec le gouvernement. Depuis quand s'associe-t-on avec des criminels?

Il est absolument injuste pour les hommes et les femmes qui travaillent dans ces collectivités et pour leurs familles d'être liés à des entreprises qui ne veulent pas payer leur juste part, payer leurs col-

lectivités ou payer les programmes et avantages de base que mérite tout travailleur.

C'est en partie pour cela que je suis ici aujourd'hui. C'est pour parler de cela. Il s'agit d'une étude sur l'équité et l'égalité. Nous avons seulement parlé de distribuer de l'argent ici. Qu'en est-il des familles qui ont besoin de cet argent?

Madame Joseph, ces entreprises ont gagné des milliards. L'intervenant précédent a mentionné 3,3 milliards de dollars et elles veulent toujours de l'argent. Ces entreprises ne paient même pas leurs impôts. Elles payent les actionnaires avec cet argent. Ce ne sont pas de bons partenariats.

Madame Joseph, lorsqu'il s'agit de s'assurer que ces collectivités ont ce dont elles ont besoin, allez-vous dire à ces membres de votre association de payer leur juste part en Alberta? Les gens n'avancent pas. Vont-ils payer leurs impôts?

Mme Shannon Joseph: Nos membres paient des impôts. Il y a eu des problèmes...

M. Blake Desjarlais: Ce n'est pas correct. Ils ne paient pas leurs impôts. Je tiens à rectifier les faits. Ils ne paient pas leurs impôts. Même un ministre conservateur de la province de l'Alberta a déclaré qu'ils avaient fait tout ce qu'ils pouvaient au cours des trois dernières années pour amener ces entreprises à verser les 253 millions de dollars, qui ont augmenté au cours des trois dernières années. C'est 253 millions de dollars pour des petites collectivités minuscules.

Tout ce que je veux que vous disiez, c'est « Oui, ces communautés vont payer leur juste part. »

Vont-elles payer leur juste part?

Mme Shannon Joseph: Je sais que les provinces, les entreprises et les municipalités sont en discussion sur ce qu'est une part équitable et un prix correct. Les discussions sont en cours.

M. Blake Desjarlais: Est-ce non? Et les 253 millions de dollars? Il y a un nombre: 253 millions de dollars de taxe de surface impayée. Ils doivent la payer. Vont-ils la payer?

• (1630)

Mme Shannon Joseph: Je ne peux pas dire plus que ce que j'ai déjà dit.

M. Blake Desjarlais: Avec cette réponse, c'est le genre de partenariat par lequel nous nous attendons à miser sur l'avenir des Canadiens, alors que ces municipalités rurales ne peuvent même pas payer l'eau ou les routes pour leurs collectivités dans notre province de l'Alberta.

J'ai travaillé sur ces chantiers, et des gens y sont morts, et ils demandent un partenariat alors qu'ils ne peuvent même pas payer les maigres 253 millions de dollars...

Mme Shannon Joseph: Je vais m'assurer d'essayer...

M. Blake Desjarlais: C'est mon temps de parole. Je suis désolé, madame Joseph.

Ces entreprises doivent démontrer qu'elles sont de bons partenaires financiers. Ces collectivités souffrent de déficits massifs en matière d'infrastructures.

J'étais directeur national des établissements métis dans le Nord de l'Alberta lorsque l'incendie de Chuckegg Creek a sévi. Presque tous les éléments d'actif de cette collectivité étaient en danger. Nous avons perdu 15 maisons. Savez-vous ce que les entreprises présentes dans cette collectivité sont allées défendre en premier? Leurs actifs pétroliers, pas les collectivités.

Nous parlons de l'argent public, de l'utilisation de la justice et de l'utilisation de l'équité dans cette étude. Nous devons tenir compte du fait que ces entreprises n'ont pas payé leur juste part et ont permis aux travailleurs, aux familles et aux municipalités rurales d'en payer littéralement le prix. Ces 253 millions de dollars auraient pu aller à des gens qui sont en difficulté en ce moment, et nous ne pouvons même pas obtenir une réponse claire pour savoir s'ils vont payer leurs impôts.

En quoi est-ce équitable? En quoi est-ce un avenir pour les Canadiens?

Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie.

Voilà qui met fin à notre première série de questions de six minutes.

Ensuite, nous en avons deux de cinq minutes, puis deux de deux minutes et demie.

Monsieur Bragdon, je vous cède la parole pour vos cinq minutes.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins ici aujourd'hui. J'ai trouvé ce que chacun d'entre vous avait à dire très instructif.

Étant originaire du Canada atlantique, du Nouveau-Brunswick, permettez-moi de commencer par dire que j'aimerais remercier les personnes qui travaillent dans le secteur de l'énergie au pays et les travailleurs qui ont travaillé dans ce secteur, dont un grand nombre ont voyagé du Canada atlantique jusqu'à l'Ouest pour travailler, puis sont revenus et ont pu aider à subvenir aux besoins de leur famille.

De plus, grâce aux paiements de transfert, nous avons pu maintenir les services de soins de santé dans notre province, nous avons continué à construire des écoles et nous avons pu avoir des infrastructures, en grande partie grâce aux travailleurs de nos secteurs énergétiques.

Je vous remercie. Merci d'avoir pris le temps de partager avec nous vos points de vue. Nous vous en sommes reconnaissants.

J'ai quelques questions rapides à poser à quelques-uns des témoins.

Je commencerai par vous, M. McTeague.

Le Canada a un potentiel incroyable dans le secteur des ressources. Nous avons certains des meilleurs règlements environnementaux au monde en ce qui concerne l'extraction de l'énergie et l'exploitation des ressources, et le monde veut plus d'énergie canadienne. Il demande plus d'énergie canadienne.

Ce que j'entends chez moi, dans ma région du Canada atlantique, c'est ceci: pourquoi ne fournissons-nous pas au monde plus d'énergie canadienne alors qu'ils en demandent? Pourquoi ne remplaçons-nous pas le pétrole des dictateurs par du bon pétrole et des res-

sources énergétiques démocratiques alors que le monde en a désespérément besoin, et pourquoi n'aidons-nous pas le monde à passer du charbon dans certaines régions, peut-être, au bon gaz naturel liquéfié canadien?

Je me demande si vous pouvez répondre à cette question et si Mme Johnson pourrait enchaîner avec la suite le plus rapidement possible, car j'ai plusieurs questions à poser.

Monsieur McTeague, à vous la parole.

L'hon. Dan McTeague: Je pense que les Canadiens ont pu, pendant un certain temps, tenir pour acquise une énergie bon marché et abordable, mais nous avons vu des politiques de ce Parlement qui ont constamment fait des dommages importants pour ce qui est de nous permettre non seulement de mettre notre produit sur les marchés internationaux, mais, surtout, d'aider les Canadiens.

Vous n'avez pas à aller beaucoup plus loin que de regarder la valeur du dollar canadien. La dernière fois que nous avons vu du pétrole à 100 dollars, le dollar canadien était à parité avec le dollar américain. Nous fixons le prix de tout en fonction de cette devise, et c'est pour cette raison que les Canadiens se retrouvent continuellement et constamment à la traîne.

Ne vous y trompez pas. Lorsque le monde dit: « Nous avons besoin de plus d'énergie », l'autre source étant la Russie, l'autre source étant l'Iran, l'autre source étant l'Arabie saoudite et l'autre source étant, dans une certaine mesure, le Venezuela, il incombe vraiment à tous les dirigeants de ce pays de reconnaître l'importance de notre énergie.

Bien qu'elle ne soit pas parfaite, nous ne faisons pas assez pour célébrer le fait que nous avons un menu assez important d'options énergétiques vertes. La dernière chose que nous devrions faire est de permettre à d'autres pays de menacer la sécurité du monde en utilisant du pétrole et du gaz naturel.

• (1635)

M. Richard Bragdon: Absolument. Merci, M. McTeague.

Je veux passer de cet aspect particulier aux types d'emplois que le secteur de l'énergie fournit et aux types de salaires qu'il offre. Lorsque nous parlons de la transition que nous envisageons, je crois comprendre que, par une froide journée d'hiver en Alberta, l'énergie solaire et l'énergie éolienne pourraient répondre à environ 1 % des besoins énergétiques élémentaires des Albertains.

Même si nous voulons aller dans ce sens — et c'est formidable qu'il y ait de l'énergie de remplacement en ligne — la réalité est qu'elle n'est pas encore prête pour remplacer l'énergie sur laquelle nous comptons. Je pense qu'il y a une grande histoire canadienne de l'énergie à raconter, et cela s'applique également à nous dans l'Est.

Je veux m'adresser à Mme Johnson.

Quelle est l'importance du secteur de l'énergie pour l'économie de notre région, en fournissant des emplois et en aidant nos régions à prospérer, qui ont eu la réputation d'être des régions pauvres? Il a aidé à faire de notre région une partie qui pourrait en fait contribuer à faire croître et prospérer l'économie globale du Canada.

Mme Charlene Johnson: Je vous remercie de votre question.

En ce qui concerne Terre-Neuve-et-Labrador, le pétrole et le gaz représentent environ 25 % de notre PIB. Dans mon exposé, j'ai mentionné que nous représentons environ 460 membres. Environ 15 % d'entre eux viennent de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick en fait, car lorsque Terre-Neuve-et-Labrador se porte bien dans l'industrie, le Canada atlantique se porte bien, ainsi que l'Alberta et l'Ontario en ce qui concerne les emplois manufacturiers.

Lorsque je regarde par la fenêtre de mon bureau, je vois les navires orange très familiers de Atlantic Towing. C'est une entreprise de J.D. Irving. Des centaines de personnes des régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador travaillent sur ces navires dans des emplois bien rémunérés. Ils retournent dans les collectivités rurales, font du bénévolat et contribuent à l'assiette fiscale. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette industrie.

M. Richard Bragdon: Merci, madame Johnson.

Je sais que je ne dispose que de quelques secondes, mais je tiens à vous remercier tous de nouveau. Je crois qu'il y a une voie à suivre, car l'énergie canadienne a un potentiel énorme et non seulement le Canada, mais le monde entier en a besoin. Nous devons en parler plus, pas moins.

Je vous remercie.

Le président: Les cinq minutes passent vite, je suis désolé.

Nous allons passer à Mme Lapointe pour cinq minutes.

Mme Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins de s'être joints à nous aujourd'hui.

Mes questions seront adressées à Mme Merran Smith.

C'est un plaisir de vous revoir ici au Comité, madame Smith. Lors de votre dernière comparution dans le cadre de l'étude de ce Comité sur un plafond des émissions de GES pour le secteur pétrolier et gazier, vous avez déclaré:

[...] le Canada est bien placé pour être un chef de file dans le domaine des énergies propres. [...] Nous avons les métaux, les minéraux et les possibilités de devenir un chef de file dans le domaine des batteries et des autres technologies de stockage, ainsi que dans celui du captage et du stockage du carbone. Nous pouvons utiliser notre énergie propre pour produire des métaux, des minéraux, de l'acier, des voitures et d'autres produits manufacturés à faible teneur en carbone.

Compte tenu de la déclaration que vous avez faite au Comité, pouvez-vous nous dire à quoi pourrait ressembler une transition juste et équitable pour les travailleurs lorsque nous nous dirigeons vers ces options énergétiques plus propres?

Mme Merran Smith: Comme je l'ai dit, il y a un énorme potentiel d'emplois dans tout le pays, tant dans le secteur de l'énergie que dans les industries à faible émission de carbone, des choses comme une plus grande exploitation de notre secteur minier, l'augmentation de la fabrication de choses comme les batteries et de choses qui correspondent vraiment au Canada et à ce que le Canada possède, comme nos métaux et minéraux essentiels, par exemple, et notre électricité propre.

Je tiens à souligner une chose: le Canada ne contrôle pas la transition énergétique. En fait, c'est un mouvement mondial qui est en train de se produire. Ce que nous voyons actuellement avec la crise en Ukraine et en Russie est une crise à court terme concernant l'approvisionnement en énergie, principalement le pétrole et le gaz, mais cela a également incité l'Union européenne, qui a été le chef de file de la transition énergétique, à réduire sa dépendance à l'en-

droit des combustibles fossiles importés. Je crois vraiment que cela préfigure la direction que prendra l'économie mondiale. Pour les discussions de ce Comité, nous devons vraiment réfléchir à la direction que prend la rondelle.

Je vis ici, en Colombie-Britannique, où nous sommes en train de construire LNG Canada. Je pense que l'installation sera mise en service en 2025. Elle produira du gaz naturel liquéfié pour l'exportation. Ce projet est en gestation depuis des années et, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, nous avons déjà atteint la pointe de la demande de pétrole et que, même si le gaz continue d'augmenter, nous atteindrons la pointe vers 2035.

Voyons dans quoi nous allons investir aujourd'hui pour nous préparer aux emplois de demain. Ces énergies sont l'électricité propre, le stockage — qu'il s'agisse de batteries ou d'autres formes de stockage — et l'hydrogène. Voici l'occasion de tirer parti des atouts du Canada dès maintenant. On investit actuellement, dans un certain nombre de cas, dans l'hydrogène bleu, qui utilise notre gaz naturel. Une fois que nous aurons augmenté notre approvisionnement en électricité propre, nous pourrions fabriquer de l'hydrogène à partir d'eau et d'électricité propre, et ce sera un produit d'exportation.

● (1640)

Mme Viviane Lapointe: Madame Smith, lorsque vous parlez de ces nouvelles possibilités d'emploi, pouvez-vous nous dire si les compétences sont largement transférables?

Mme Merran Smith: Oui, beaucoup de ces compétences sont largement transférables. Nous sommes à la recherche d'électriciens, de soudeurs, de travailleurs de la construction et d'ingénieurs. Nous recherchons des personnes qui font les mêmes types d'évaluations, des évaluations environnementales et de marketing. Toutes ces compétences sont directement transférables.

Mme Viviane Lapointe: Je pense que la transition énergétique est une question d'occasions et d'innovation, alors je crois que nous sommes sur la même longueur d'onde à cet égard. En tant que députée de Sudbury, je suis évidemment très enthousiaste quant au potentiel des mines et des minéraux essentiels dans le secteur de l'énergie verte.

Nous devons reconnaître que le changement est inconfortable pour beaucoup, et je pense que le gouvernement a un rôle à jouer pour guider la barque vers un cadre positif et constructif.

Comment la politique gouvernementale peut-elle aider l'industrie et les travailleurs à voir les possibilités et le potentiel d'innovation de l'énergie propre? Selon vous, quels soutiens devons-nous offrir pour y parvenir?

Mme Merran Smith: Je considère que le travail de ce Comité est très utile pour le soutien des travailleurs pendant cette transition. Je crois que l'un des autres témoins a identifié certaines étapes clés, à savoir le renforcement des compétences et la concordance des personnes avec les emplois. Le gouvernement a vraiment un rôle à jouer à cet égard, en veillant à ce que nous ayons des programmes universitaires afin de renforcer les compétences dans les polytechniques et les universités et de les faire correspondre. Cela n'a pas encore été fait au Canada, alors il faut bouger.

Mme Viviane Lapointe: Merci, madame Smith.

Le président: Nous passons maintenant à M. Simard, pour deux minutes et demie.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie.

Madame Joseph, seriez-vous d'accord avec moi pour dire que la conjoncture est assez favorable aux pétrolières?

Mme Shannon Joseph: De quelle conjoncture parlez-vous?

M. Mario Simard: Je parle du conflit en Ukraine et de la relance post-COVID-19, entre autres choses.

Seriez-vous d'accord avec moi pour dire que c'est une situation très favorable au secteur pétrolier?

Mme Shannon Joseph: Je pense qu'il y a des occasions importantes à saisir, en ce moment, pour apporter une solution énergétique à ces questions.

M. Mario Simard: La pétrolière Impériale a connu son meilleur trimestre en 30 ans en engrangeant 1,2 milliard de dollars en bénéfices nets, Synovus a triplé les dividendes de ses actionnaires et Chevron a quadruplé ses profits depuis le début du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Selon vous, la conjoncture est-elle favorable au secteur gazier et pétrolier?

Mme Shannon Joseph: C'est certainement une amélioration par rapport à la période où le prix du pétrole était négatif.

M. Mario Simard: Oui, et il y a eu des programmes d'aide pour soutenir le secteur gazier et pétrolier quand le prix du pétrole était négatif.

Maintenant, compte tenu de ces profits astronomiques, je vois mal comment vous pouvez vous soustraire à vos obligations. Je ne comprends pas pourquoi le secteur gazier et pétrolier n'est pas prêt à faire des investissements pour réduire l'empreinte carbone du pétrole qu'il fournit.

Je comprends difficilement la logique qui se cache derrière cela, si ce n'est que, pour offrir un meilleur rendement aux actionnaires, il fait payer l'ensemble des Canadiens.

Mme Shannon Joseph: Au Canada, les compagnies pétrolières font des investissements pour réduire leurs émissions. Dans les 10 dernières années, nous avons réduit nos émissions de 33 % dans le secteur du gaz naturel et de 8 % et 14 % dans le secteur du pétrole. Nous continuons de faire des investissements et de travailler avec...

• (1645)

M. Mario Simard: Je comprends bien cela.

Je suis certain que vous serez d'accord avec moi pour dire qu'il faut écouter la science.

Si je vous disais que 400 universitaires ont signé une lettre pour indiquer que le stockage de carbone pour le secteur gazier et pétrolier ne fonctionnerait pas, diriez-vous que le gouvernement est avisé d'investir dans une telle stratégie?

Mme Shannon Joseph: Cette stratégie fonctionne déjà au Canada et ailleurs dans le monde. Nous avons des systèmes qui fonctionnent en Saskatchewan. C'est pour cela qu'en Norvège, aux États-Unis et partout où l'on prend cette question au sérieux, on investit dans le captage de carbone. C'est ce que nous voulons faire au Canada.

[Traduction]

Le président: Merci.

Monsieur Angus, vous avez deux minutes et demie.

M. Charlie Angus: Merci.

Cette étude a été fascinante. C'est certainement intéressant avec mes bons amis du Parti conservateur. Je veux dire qu'ils ont tendance à présenter cela comme une sorte de déni du changement climatique, une conspiration de mauvais goût pour être méchants avec les travailleurs du pétrole et du gaz. Ils dénoncent ou ridiculisent tout effort vers de nouvelles occasions dans le domaine des énergies de remplacement.

Madame Da Silva, vous travaillez avec des travailleurs de l'énergie. Gil McGowan, de la Fédération du travail de l'Alberta, est venu ici et il a dit qu'il n'y avait rien de théorique dans la transition. Elle est en train de se produire. Les travailleurs attendent des mesures.

Est-il raisonnable que nous travaillions sur ce sujet? Comment pouvons-nous travailler avec les travailleurs, afin de les écouter réellement et non pas les idéologues que les conservateurs ne cessent de sortir?

Mme Luisa Da Silva: C'est tout à fait raisonnable. Je recommanderais de commencer par travailler avec les collectivités, plutôt que de travailler avec les travailleurs séparément. Il faut que ce soit un effort communautaire. Nous avons organisé une séance communautaire à Hinton, en Alberta. Nous avons fait participer tout le monde à la discussion, de la banque alimentaire aux religieux en passant par les travailleurs. Ce fut une conversation saine. Elle leur a montré qu'il pouvait s'agir d'une transition juste pour leur collectivité, car c'est ce qui est important.

S'il y a peut-être un employeur local qui, pendant de nombreuses années, a fourni de nombreux emplois, il a également alimenté l'économie locale, il faut donc aborder cela comme un écosystème entier et sain pour faire avancer cette transition.

M. Charlie Angus: J'ai vécu beaucoup de transitions injustes, où le temps qu'ils se présentent pour faire de la formation, les usines étaient fermées et les travailleurs étaient laissés en plan. Je suis allé à Edmonton avec la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, et ils cherchent des solutions de remplacement.

Les travailleurs avec lesquels vous faites affaire résistent-ils ou voient-ils qu'il y a une possibilité et veulent en faire partie? Comment pouvons-nous veiller à être prêts, afin de faire la transition vers ce qui est disponible, plutôt que d'essayer de réparer les pots cassés après coup?

Mme Luisa Da Silva: L'année dernière, nous avons réalisé un sondage Abacus dans lequel nous avons posé ce genre de questions aux travailleurs du secteur des combustibles fossiles de tout le Canada. La grande majorité d'entre eux voyaient d'un bon oeil le passage aux secteurs renouvelables, mais leurs préoccupations étaient cohérentes. Ils craignaient d'être laissés pour compte si l'on ne leur offrait pas la possibilité de se perfectionner et de se recycler au sein de leur collectivité.

M. Charlie Angus: Je sais que je manque de temps, mais pourriez-vous nous fournir ce sondage? Cette information sur la reconnaissance des travailleurs du secteur de l'énergie du pétrole et du gaz et sur ce qu'ils souhaitent pour l'avenir est vraiment fascinante.

Mme Luisa Da Silva: J'en serais ravie. Merci.

M. Charlie Angus: Merci.

Le président: Je vais mentionner à tous les témoins que, suivant la conversation que nous avons eue, si vous avez d'autres idées par la suite, nous vous invitons à présenter d'autres mémoires d'au plus 10 pages. Vous pouvez les envoyer n'importe quand jusqu'à la longue fin de semaine de mai. C'est à ce moment-là que nous espérons terminer la collecte des témoignages pour cette étude.

C'est une invitation ouverte pour vous de nous communiquer d'autres renseignements qui vous viennent à l'esprit et que vous pensez qu'ils nous seront utiles.

Nous passons maintenant à M. Maguire, pour cinq minutes.

M. Larry Maguire: Merci, monsieur le président.

J'ai aussi une petite question pour Mme Joseph. Vous avez indiqué que l'industrie a versé 20 milliards de dollars en impôts dans les coffres du Canada cette année. Nous savons que dans le budget, il y avait des crédits d'impôt d'une valeur de 1,5 milliard de dollars. L'industrie doit investir des milliards de dollars afin d'attirer ces crédits.

Même avec cela, il y a encore un excédent de 18,5 milliards de dollars, je suppose qu'on peut l'appeler ainsi, d'investissements provenant des impôts payés par l'industrie au gouvernement. Est-ce bien cela?

Mme Shannon Joseph: Je dirai simplement que 20 milliards de dollars est la moyenne payée à tous les ordres de gouvernement.

M. Larry Maguire: D'accord. C'est ce que je voulais dire, je suppose.

Il y a toute la question des collectivités autochtones qui soutiennent pleinement les ressources naturelles, et vous avez indiqué que leur investissement est probablement le double de l'investissement moyen des peuples autochtones dans l'industrie. Il n'y a pas d'autre industrie. Un grand nombre des partenaires financiers sont employés par plusieurs de ces collectivités autochtones — nos partenaires financiers dans leurs industries, je devrais dire. Ils sont employés par ces projets locaux et perçoivent des bénéfices de leur réussite.

Quelle incidence la diminution de ces exploitations de ressources naturelles aura-t-elle sur les emplois des Premières Nations?

• (1650)

Mme Shannon Joseph: Cela aurait une incidence disproportionnée sur les emplois des Premières Nations, car les projets d'exploitation des ressources se déroulent dans ces collectivités, dans ces régions. De nombreux propriétaires d'entreprises autochtones, et je pense aux sables bitumineux, en particulier... Il y a environ 2,4 milliards de dollars par année de marchés avec les Premières Nations et les entreprises autochtones, alors c'est une incidence disproportionnée sur ces entreprises qui ne seront pas remplacées.

M. Larry Maguire: Merci.

Je veux m'adresser à M. McTeague, étant donné le temps qui m'est imparti. J'ai aimé, dans votre exposé, vos remarques sur l'opportunité par rapport à la réalité des prix de l'énergie, et les niveaux élevés des prix par rapport à l'équilibre de ce que le consommateur peut absorber. Aussi, le fait que l'on nous ait donné l'occasion d'envisager les problèmes comme s'ils pouvaient être réglés par une solution rapide. J'aime vraiment la remarque sur le fait que de nombreuses sources ne sont pas extensibles. Vous pouvez prendre l'exemple de l'Allemagne.

Mme Smith, de Clean Energy, a dit que l'énergie propre était une solution. Je pense que c'était sa dernière remarque. Elle a également dit que les factures d'électricité seront plus élevées. Les jeunes familles se débattent aujourd'hui avec les prix élevés que nous constatons en raison de l'inflation et d'autres facteurs liés au logement. En dernier lieu, elle a dit que c'est bien, qu'on va payer maintenant et économiser plus tard.

Comment cela va-t-il se produire et est-ce raisonnable, étant donné qu'ils ne peuvent même pas acheter une maison, sans parler d'une voiture maintenant?

L'hon. Dan McTeague: Ce sont les grandes questions du jour que vous, en tant que politiciens, devrez traiter, mais je peux vous dire, d'après mon expérience ici, en Ontario, une province qui a déjà produit une quantité importante d'énergie propre, que le coût a été important. L'Ontario a recueilli 6,5 milliards de dollars chaque année pour compenser le coût de l'énergie dite verte.

Soit dit en passant, l'énergie verte dans ma province n'a pas permis de créer des emplois transitoires. Bien au contraire, nous avons assisté à une disparition d'emplois dans le secteur de l'énergie. Cela mis à part, je crois que ce que nous faisons ici, c'est peut-être ignorer la situation dans son ensemble. Ces occasions existent si les subventions se poursuivent. Nous avons votre gouvernement ou un gouvernement au Parlement qui est assis sur certaines des plus grandes dettes record que j'ai vues de mon temps. J'ai été député dans un Parlement qui essayait de réduire ces déficits très importants qui sont devenus très compliqués à gérer.

Je pense que nous pouvons réaliser cette transition dont les gens parlent sans cesse, mais celle-ci ne se produira pas parce que vous choisissez 2030 ou 2050. De nombreux pays hésitent à s'engager dans cette voie, car elle n'est pas seulement coûteuse. Cela a mis le monde dans une position beaucoup plus dangereuse en matière de sécurité, et de sécurité énergétique en particulier.

D'ailleurs, ce qui s'est passé en Europe en ce qui concerne la Russie — bien avant que la Russie ne rencontre les troupes à la frontière de l'Ukraine —, c'est que nous avions un très grave problème d'énergie et d'approvisionnement. Cela était dû en grande partie au fait qu'on a dit aux entreprises énergétiques de ne pas investir dans le pétrole et le gaz. Nous n'en voulons plus. L'année dernière, l'Agence internationale de l'énergie a déclaré que nous n'avions plus besoin de pétrole et que nous devrions arrêter complètement de produire des combustibles fossiles. Il faut s'en débarrasser. Deux semaines plus tard, ils se sont trompés dans leurs données et ont dit: « Attendez une minute. OPEP, s'il vous plaît, fournissez-nous un peu plus de pétrole. »

Nous ne pouvons pas avoir des politiques qui reposent sur des vœux pieux. Nous devons être pratiques et pragmatiques, et être pragmatique aujourd'hui signifie commencer à écouter les consommateurs qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

M. Larry Maguire: Je vous remercie.

Des témoins nous ont dit que la fabrication dans le secteur de l'énergie éolienne et solaire dépendait de chaînes d'approvisionnement étrangères, alors que nous avons le nucléaire ici même au Canada qui est soutenu par une chaîne d'approvisionnement nationale très stable et qui profite aux collectivités en fournissant des emplois locaux de longue durée.

À votre avis, pouvez-vous me dire si nous devons compter sur toutes les sources d'énergie dont nous disposons pour atteindre la carboneutralité? Je crois que c'est ce que vous avez dit. Parmi les recommandations que vous feriez au gouvernement, devrions-nous accorder la priorité aux sources d'énergie qui soutiennent mieux les emplois canadiens et l'économie ici même au Canada? Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

L'hon. Dan McTeague: Je pense simplement que nous devons être pragmatiques. L'idée, c'est que nous pouvons réaliser ces choses, mais nous allons le faire en comprenant les limites de la technologie actuelle. Nous pouvons tous souhaiter un avenir plus rose et prospère, mais nous n'y parviendrons pas si nous faisons simplement table rase sans discernement.

Afin de passer à cette prochaine étape dans les 10, 20, 50, 100 ou 150 prochaines années, je pense que nous devons reconnaître que le Canada, avec ses technologies, est la voie de l'avenir. Nous pouvons les fournir aussi à d'autres pays, mais nous ne pouvons pas le faire en disant simplement: « les compagnies pétrolières ont fait beaucoup d'argent cette année. » Bien sûr qu'elles ont fait de l'argent cette année, parce qu'on leur dit de ne pas réinvestir. Bien sûr, les compagnies de gaz naturel peuvent offrir une possibilité de remédier à la situation en Europe et en Asie, mais nous avons toujours dit non aux pipelines et non aux infrastructures, alors que nous nous concentrons uniquement sur une option qui n'est pas encore réalisable.

Je ne suis pas en désaccord avec la nécessité de faire ces choses. Je pense simplement que nous précipiter comme nous l'avons fait, et ne pas suivre ce qui s'est passé en Europe, c'est manquer de vision, pour le dire crûment.

• (1655)

Le président: Très bien, c'est la fin de...

M. Larry Maguire: J'aimerais simplement conclure en disant que nous sommes certainement sur la même longueur d'onde.

Le président: D'accord.

Monsieur Sorbara, vous avez cinq minutes au chronomètre.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Merci, monsieur le président.

Bienvenue à tous les témoins, en présence et en mode virtuel.

Je vais m'adresser d'abord aux représentants d'Électricité Canada et de Ressources humaines, industrie électrique du Canada. J'ai entendu dire qu'environ 80 % de l'électricité produite au Canada provient de sources non émettrices et que nous aurons besoin d'un investissement substantiel dans l'infrastructure du réseau électrique pour parvenir à 100 %. À ce sujet, avez-vous des précisions à apporter sur la nature de cet investissement substantiel et l'échéance pertinente, appropriée et réaliste?

M. Francis Bradley: Merci beaucoup pour cette question. Elle est excellente.

L'étude la plus récente que nous avons menée pour tenter de terminer l'infrastructure à construire dans le secteur de l'électricité précède l'établissement des cibles vers la carboneutralité totale d'ici 2050. À l'époque, nous avons prévu qu'il faudrait environ 1,7 billion de dollars d'ici 2050 pour la décarbonisation et l'électrification. Nous envisageons de mettre à jour ces études afin d'avoir une meilleure idée de la portée et de l'ampleur de l'investissement, compte tenu des cibles de carboneutralité d'ici 2050 et de la cible du gouvernement de disposer d'un réseau à zéro émission nette d'ici 2035.

Ces cibles sont très ambitieuses. Elles seront difficiles à atteindre dans certaines régions du pays, mais le secteur de l'électricité est résolu à s'employer à les atteindre. Comme je l'ai dit, la seule façon d'y parvenir est d'adopter l'approche du « tout ce qui précède ».

M. Francesco Sorbara: D'accord.

Madame Branigan, auriez-vous des commentaires à faire à ce sujet, je vous prie?

Mme Michelle Branigan: Si nous examinons la question du point de vue de l'emploi, je pense que nous devons aussi reconnaître deux facteurs vraiment importants. Nous avons une population qui sera sous peu à la retraite ici aussi au Canada. Lorsque nous commençons à envisager la transition et ces chiffres, nous devons reconnaître que nous allons devoir remplacer ceux qui prennent leur retraite. Nous avons des preuves anecdotiques que la COVID risque d'accélérer une partie de ce processus. Nous n'avons pas encore de données, mais c'est ce que j'entends de la part de l'industrie. Nous allons devoir relever certains défis pour garantir que nous disposons du personnel nécessaire au fonctionnement du réseau.

À mon avis, c'est vraiment important. Il y a deux éléments. Nous devons nous assurer d'attirer la prochaine génération de talents du point de vue de la résilience et de la fiabilité. Nous n'avons même pas abordé le fait qu'ici au Canada, notre main-d'oeuvre n'est pas représentative de la population du pays que nous servons.

M. Francesco Sorbara: Merci, madame Branigan. Je veux passer à un autre sujet. Mon temps est compté.

Chez Clean Energy Canada, vous avez fait référence à des commentaires sur une stratégie bien conçue en matière d'énergie propre. Vous avez aussi parlé de la fabrication de batteries et de certains investissements qui ont été faits dans le secteur canadien de l'automobile. Je préside notre caucus de l'automobile libéral et j'ai couvert ce secteur pendant un certain nombre d'années, à la fois lorsque j'étais à New York et de retour à Toronto, alors je le connais très bien.

Avez-vous des commentaires sur la stratégie énergétique bien conçue? Veuillez répondre très brièvement, en 20 secondes environ, pour que je puisse poser ensuite une autre question.

Mme Merran Smith: En ce qui concerne la stratégie industrielle propre dont je parlais, le pays doit savoir clairement où il va. Nous avons besoin de certitude politique sur la décarbonisation. Nous avons besoin de certitude sur l'aide, comme les crédits d'impôt et les investissements. Je pense que nous avons besoin de certitude. Le secteur des affaires demande de la certitude plutôt que ces tergiversations sans fin. La baisse du coût de toutes les énergies propres, comme le stockage dans des accumulateurs, a été décrite assez clairement. Le projet solaire que j'ai mentionné en Alberta est à 4 ¢ le kilowattheure.

Dans certains cas, les technologies sont clairement prêtes à être déployées. Elles sont moins chères que l'infrastructure des combustibles fossiles. Il est évident qu'il faut mettre en place une infrastructure et des mesures d'encouragement et faciliter la transition des travailleurs et l'abordabilité, ce sur quoi nous n'avons pas suffisamment insisté aujourd'hui, à mon avis. Nous avons besoin d'accessibilité de sorte que si les factures d'électricité de tous les Canadiens sont plus chères, leurs coûts énergétiques seront moins élevés dans l'ensemble, mais nous devons aider les familles à y parvenir.

• (1700)

M. Francesco Sorbara: Merci.

J'ai une dernière question pour Mme Joseph de l'ACPP. J'ai fait valoir que le monde a besoin d'une plus grande part de l'énergie du Canada, qu'elle soit renouvelable ou non, si vous regardez nos classements par rapport aux critères d'ESG et ainsi de suite.

Pouvez-vous nous parler de la décarbonisation des sables bitumineux, in situ ou conventionnels? C'est très important.

Mme Shannon Joseph: Je suis d'accord avec vous que toutes les formes d'énergie sont importantes et que le Canada les produit en mettant l'accent sur la réduction des émissions. Nos producteurs de sables bitumineux ont réduit leurs émissions de 8 à 14 % au cours des 10 dernières années, selon le type de production. Ils veulent aller plus loin et ils investissent dans l'innovation pour y parvenir et ils ont des propositions pour atteindre la carboneutralité.

Le président: C'est la fin de notre temps pour ce tour.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Melillo, qui disposera de cinq minutes au chronomètre.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous nos témoins de se joindre à nous pour cette importante discussion. Nous avons déjà reçu beaucoup de commentaires très utiles. Je suis sûr que cela va continuer à susciter des discussions fructueuses et il se peut qu'il y ait un peu de débats au sein de ce comité. N'est-ce pas, monsieur Simard? Toutefois, nous nous entendons très bien et je pense qu'il est important d'en discuter, car je pense que nous avons tous le même objectif. Il s'agit simplement de savoir comment y parvenir et comment soutenir les travailleurs dans ce processus.

J'aimerais adresser d'abord mes questions à Mme Joseph. Des témoins nous ont affirmé que le secteur pétrolier et gazier ne fournira pas autant d'emplois qu'à l'heure actuelle aux Canadiens, en partie à cause de certaines mesures de réduction des coûts que le secteur prend et que les producteurs adoptent. Je me demande si vous êtes d'accord avec cette affirmation et si vous avez d'autres commentaires à faire à ce sujet.

Mme Shannon Joseph: Je pense que le facteur le plus important dans l'emploi sera la demande mondiale d'énergie, qui continue à augmenter. Oui, nos membres font tout ce qu'ils peuvent pour réduire les émissions et accroître l'efficacité, mais tant que le monde demandera de l'énergie, il y aura des emplois et du travail en permanence pour combler ces besoins d'une manière innovante.

M. Eric Melillo: Je vous remercie de votre réponse.

J'aimerais revenir sur ce que mon collègue M. Maguire a aussi évoqué, à savoir la sécurité énergétique mondiale. C'est manifestement un sujet très important. Il est au cœur de nos préoccupations, compte tenu de ce qui se passe en Europe de l'Est avec l'agression russe en Ukraine.

Je suis simplement curieux de savoir ce que vous pensez de la capacité du Canada à remplacer le pétrole russe et celui d'autres dictatures et régimes et à fournir une source d'énergie plus éthique et durable.

Mme Shannon Joseph: Nos membres ont collaboré avec le gouvernement du Canada et nous avons annoncé la possibilité de produire l'équivalent de 300 000 barils de plus par jour pour aider à combler les besoins. Une grande partie de cette production transiterait par les États-Unis et avec l'augmentation de l'offre globale, elle permettrait d'avoir une offre plus éthique. Je pense que nous sommes très ouverts à l'idée de travailler avec les gouvernements sur une approche qui nous permettrait d'en faire plus et de tirer parti de projets qui sont peut-être en attente, comme Énergie Saguenay, ou qui sont en construction, comme GNL Canada, afin de déterminer comment nous pouvons en faire plus.

M. Eric Melillo: Auriez-vous des recommandations plus précises, même en ce qui concerne des mesures législatives ou autres, sur ce que notre comité pourrait proposer à l'appui de ces efforts?

Mme Shannon Joseph: Je dirais simplement que, d'un point de vue général, les politiques qui créent une certitude et une efficacité réglementaires, qui réduisent les délais d'obtention des permis et d'exécution des travaux de construction, des mesures qui donnent une certitude aux investisseurs en ce qui concerne la direction que nous voulons prendre et le rôle que nous voulons jouer, qui permettraient aux investisseurs d'investir en toute confiance. Des politiques de cette nature seraient importantes, tout comme des signaux de cette nature sur le rôle que le gouvernement veut donner à notre énergie sur la scène mondiale.

M. Eric Melillo: Merci beaucoup.

Je suis désolé, je saute du coq à l'âne, mais je veux aborder beaucoup de sujets en peu de temps.

Certains témoins nous ont dit, ou du moins semblaient adopter l'approche suivante: soit vous êtes du côté de l'environnement, soit vous êtes du côté des emplois canadiens, et il n'y a pas de position de compromis. Je ne suis pas d'accord. Je pense qu'il y a certainement beaucoup d'avantages à soutenir les emplois canadiens et les industries canadiennes, surtout du point de vue environnemental. Je pense que nous parlons d'une partie de l'énergie qui provient de régimes comme celui de la Russie et d'autres, mais au-delà du point de vue de la sécurité mondiale, je pense que nous devons aussi parler de l'environnement. J'ai eu l'occasion de faire des visites, notamment dans le Nord de l'Alberta, et je sais que notre secteur de l'énergie fait de l'excellent travail pour devenir plus efficace et écologique.

Je me demande si vous pouvez aussi commenter certains de ces efforts.

• (1705)

Mme Shannon Joseph: Nos membres ont mis en œuvre de nombreuses initiatives, dont la Canada's Oil Sands Innovation Alliance et le CRIN, le Clean Resource Innovation Network. Nos producteurs conventionnels collaborent à plusieurs initiatives technologiques.

Je pense que ce qui nous préoccupe tous, ce sont les émissions. Nous pensons que nous pouvons dissocier les effets sur l'environnement et la croissance des émissions de la croissance de la production pétrolière et nous nous concentrons là-dessus. Nous continuerons à travailler dans ce sens.

Le président: Votre temps de parole est écoulé.

Nous allons maintenant passer à M. Chahal qui disposera de cinq minutes.

M. Eric Melillo: Je vous remercie.

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci à tous les témoins de se joindre à nous.

Je vais commencer par M. Bradley, d'Électricité Canada.

Vous avez dit que le Canada devrait multiplier par deux ou trois fois l'électricité propre que nous produisons d'ici 2050. Vous avez parlé de la nécessité d'une planification et d'une infrastructure. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le type de planification et d'infrastructure dont nous avons besoin, d'une part, pour produire cette électricité propre et, d'autre part, pour la distribuer partout au pays?

M. Francis Bradley: Je vous remercie.

Oui, il y a des défis à relever dans tous les aspects de la question, certainement en ce qui concerne la production. Le fait est qu'il est plus difficile aujourd'hui qu'il y a 10 ans de construire des infrastructures. Les défis liés au choix de l'emplacement, à l'obtention des approbations, à la complexité de ce travail ont tout simplement augmenté. C'est la réalité avec laquelle nous devons composer et c'est un problème auquel tous les acteurs du secteur s'attaquent.

Oui, nous allons avoir besoin de deux à trois fois plus d'électricité propre. Il s'agira d'une combinaison de production à grande échelle sur le réseau, de ressources d'énergie distribuées à petite échelle et de ressources communautaires. Cependant, une grande partie de l'infrastructure devra aussi être construite aux fins de la distribution. Le défi à cet égard est que nous n'avons pas de fonction de coordination infranationale efficace pour planifier et construire la distribution à l'échelle régionale. Cela se fait exclusivement à l'échelle provinciale.

Nous avons récemment commandé des recherches sur d'autres administrations qui ont mieux réussi à construire des infrastructures de distribution et sur les leçons à retenir que nous pourrions appliquer au Canada et nous vous les transmettons.

M. George Chahal: Faites-vous référence à la distribution infranationale comme les interconnexions entre les provinces?

M. Francis Bradley: Oui, nous parlons des interconnexions à l'échelle régionale entre les provinces, car la réglementation actuelle de l'électricité se fait à l'échelle provinciale. Il est difficile d'entreprendre des projets de nature régionale et il s'agit donc de projets de distribution.

M. George Chahal: Je vous remercie.

Madame Joseph, mes collègues ont parlé des 20 milliards de dollars destinés à tous les ordres de gouvernement. Avez-vous une ventilation des provinces, puis des municipalités, qui reçoivent cette aide financière?

Je viens de Calgary. Dans une ville comme la mienne, quelle serait l'incidence sur les emplois et sur nos revenus opérationnels à l'échelle municipale et pour les plus petites collectivités, peut-être Medicine Hat, par exemple, ou de plus petites villes comme Red Deer? Je me demande si les travaux et les analyses que vous avez faits comportent une ventilation plus poussée pour les provinces et les petites municipalités également.

Mme Shannon Joseph: Il faudra que j'examine la question de plus près, car ce chiffre comprend les redevances perçues par la Colombie-Britannique, l'Alberta et Terre-Neuve ainsi que les recettes fiscales de sociétés et de municipalités. Il serait difficile de les ventiler parce que, par exemple, une ville comme Calgary pourrait recevoir des fonds pour les infrastructures par l'entremise de la province, qui touche des redevances. Nous pourrions examiner les renseignements supplémentaires à fournir.

En ce qui concerne les emplois, je peux dire que, par exemple, dans une province comme l'Alberta, je pense que plus de 15 000 entreprises dans notre chaîne d'approvisionnement se trouvent uniquement en Alberta. Ils sont répartis dans toute la province pour ce qui concerne les emplois, les entreprises et les collectivités. L'industrie a beaucoup de retombées, non seulement pour les grandes villes comme Calgary où se trouve notre siège social, mais pour les petites collectivités où se trouvent certains de ces fournisseurs.

• (1710)

M. George Chahal: Je suppose que si nous faisons une étude sur la transition équitable, nous devons comprendre où les répercussions se situeront. Je suis heureux que vous ayez soulevé ce point, mais je pense que nous avons besoin de statistiques pour mieux comprendre quelles collectivités, petites et grandes, à travers le pays, d'un océan à l'autre, vont être touchées par la transition.

Monsieur McTeague, dans vos commentaires, vous avez parlé d'abordabilité. Vous avez parlé de l'électricité, de l'augmentation des coûts et du pétrole, du gaz et du diesel. Au cours de la transition, comment faire face à l'accessibilité financière une fois que nous aurons compris que nous devons passer par cette transition? Quelles recommandations avez-vous à formuler en ce qui concerne l'abordabilité pour les Canadiens?

Le président: Pour votre information, nous sommes à la fin des cinq minutes, alors je vous accorde une minute pour une réponse très brève, s'il vous plaît.

L'hon. Dan McTeague: Merci, monsieur le président.

Merci pour la question.

Allez-y doucement, allez-y de concert avec la technologie disponible et faites-le en vous assurant de ne pas nuire aux Canadiens, à leur prospérité et à leur capacité de joindre les deux bouts.

M. George Chahal: C'est une approche équilibrée. Je pense que c'est ce que notre gouvernement est en train de faire.

Je vous remercie.

Le président: Nous allons passer à M. Simard, puis à M. Angus, pour deux minutes et demie chacun.

Comme tout s'est très bien déroulé aujourd'hui, sans cloche ni rien d'autre, j'ai prévu cinq minutes chacun à la fin pour les conservateurs et les libéraux. Pour ces deux dernières interventions, j'ai M. McLean et Mme Dabrusin sur ma liste.

Si vous n'en voulez pas, vous avez cinq minutes pour discuter avec vos collègues et décider si vous les prenez ou non.

Sur ce, monsieur Simard, allez-y, je vous prie. La parole est à vous pour deux minutes et demie.

[Français]

M. Mario Simard: Je vous remercie, monsieur le président.

Madame Joseph, votre réponse à une question posée par mon collègue M. Melillo m'a fait quelque peu sourciller, puisque vous avez dit que le projet Énergie Saguenay de GNL Québec était en veilleuse.

Ai-je bien compris?

Mme Shannon Joseph: C'est un projet au sujet duquel une décision a été prise, mais je sais qu'il y a de l'intérêt pour...

M. Mario Simard: Ah, il y a de l'intérêt! Toutefois, il y a des institutions au Québec, dont le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, ou BAPE, qui ont indiqué clairement que le gaz naturel liquéfié n'était pas une énergie de transition. Peut-être avez-vous vos propres études, mais pour le BAPE, le gaz naturel liquéfié ne représente pas une énergie de transition. C'est écrit noir sur blanc dans ses conclusions que les désavantages d'un tel projet sont plus importants que les avantages au point de vue environnemental.

Sur quoi repose votre perception que le gaz naturel liquéfié est une énergie de transition?

Avez-vous des études qui le démontrent?

Mme Shannon Joseph: Plusieurs études démontrent que le gaz naturel liquéfié est une énergie importante qui pourrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans plusieurs pays qui dépendent aujourd'hui du charbon et qui augmentent leur consommation de charbon.

M. Mario Simard: Certaines études disent l'inverse, c'est-à-dire que ce n'est pas une énergie de remplacement, mais une forme d'énergie supplémentaire qui fait baisser le coût du charbon.

Avez-vous des études qui proviennent d'autres intervenants que ceux directement liés au secteur gazier et pétrolier?

Mme Shannon Joseph: Je pourrais vous transmettre cette information plus tard, mais...

M. Mario Simard: Je vous remercie.

Je vais céder le reste de mon temps de parole à mon ami M. Morrice.

[Traduction]

Le président: Monsieur Morrice, il vous reste une minute au chrono.

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Merci, monsieur Simard.

J'aimerais poser quelques questions à M. McTeague.

Tout à l'heure, vous nous avez mis en garde contre la tendance à aller trop vite parce que c'est la mode. J'ai l'impression que nous devons agir rapidement parce que les climatologues nous disent que c'est ce que nous devons faire pour notre survie en tant qu'espèce. Cependant, j'ai mieux compris votre commentaire lorsque j'ai pris connaissance d'une lettre que vous avez écrite sur votre blogue dans laquelle vous dites que le dernier rapport du GIEC tient d'un alarmisme contre les combustibles fossiles et que vous craignez la rhétorique, la bureaucratie verte et les programmes sans intérêt.

Dans le plus récent budget, le gouvernement a attribué 7,1 milliards de dollars d'ici à 2030 à la capture et au stockage du carbone. La représentante d'Iron and Earth nous a dit qu'une partie de son plan en quatre points consiste à s'assurer que les travailleurs acquièrent de nouvelles compétences. Ils ont proposé 10 milliards de dollars pour affecter les fonds à la formation des travailleurs.

Ne seriez-vous pas en faveur d'une réaffectation des fonds destinés à la capture du carbone au profit de la formation des travailleurs?

• (1715)

Le président: Je dirai simplement que nous devons avoir une réponse brève à cette question aussi parce que nous sommes à la fin des deux minutes et demie.

L'hon. Dan McTeague: Encore une fois.

Le président: Encore une fois, j'en suis désolé. Ensuite, nous devons encore donner la parole à M. Angus.

L'hon. Dan McTeague: Je ne pense pas que le chrono soit en cause.

Le président: Exactement.

L'hon. Dan McTeague: Merci pour cette question, monsieur Morrice.

Écoutez, je pense que nous devons reconnaître que la soi-disant transition pour les travailleurs a été tentée ici en Ontario. Elle n'a

pas donné de très bons résultats et beaucoup de ces travailleurs sont toujours à la recherche d'un emploi et sont retournés dans les secteurs traditionnels.

Nous devons reconnaître qu'il est préférable que les sommes d'argent engagées pour les subventions aient une fin, car si vous avez besoin de subventions pour encourager les gens à acheter quelque chose, pour qu'ils construisent quelque chose et pour qu'ils entretiennent quelque chose, tôt ou tard, quelque chose va céder. Avec l'essence à 2 \$ le litre dans tout le Canada aujourd'hui, je peux vous dire que peu de gens sont prêts à accepter, à mon avis, que nous soyons allés un peu trop vite sur cette idée que nous pouvons soudainement souhaiter l'abandon des combustibles fossiles et, en même temps, offrir aux gens un niveau de vie qu'ils en sont venus à attendre.

Nous ne sommes pas parfaits, mais nous sommes meilleurs que la plupart des pays. Dans ce contexte, je pense qu'il faut faire très attention à la vitesse à laquelle nous avançons, parce que je pense qu'à ce stade, le fait d'accabler les gens du fardeau des coûts du chauffage, de l'électricité, du gaz naturel et d'autres facteurs importants dans notre société ne nuit pas seulement aux Canadiens. Cela nuit au monde et le prive de ce dont il a désespérément besoin et de ce que le Canada peut produire. Je pense que nous sommes tous gagnants sous ce rapport, mais comprenez que la capacité à faire cette transition ne peut pas se concrétiser simplement parce que certaines personnes disent que c'est la voie à suivre.

Quant à la science, je suis convaincu. Je me range du côté de gens comme Steven Koonin et son livre *Unsettled* et beaucoup d'autres personnes diront la même chose.

Il y a beaucoup de débats et de discussions à ce sujet. Je suis prêt à écouter, mais je suis aussi prêt à dire que nous ne pouvons pas faire table rase sans discernement. Nous devons défendre les Canadiens et nous assurer qu'ils font la bonne chose, la chose responsable, sans leur causer du tort.

Le président: Sur ce, nous devons céder la parole à M. Angus pour ses deux minutes et demie.

M. Charlie Angus: Merci.

Je tiens à conclure avec M. McTeague, qui est mon cousin. Je veux simplement mettre cartes sur table.

L'hon. Dan McTeague: D'accord.

M. Charlie Angus: Je m'interroge cependant. Vous avez décrit le GIEC comme étant extrémiste, n'est-ce pas?

L'hon. Dan McTeague: J'ai décrit leurs conclusions... Lorsque nous prenons un avis parmi les nombreux avis disponibles, nous avons tendance à prendre le plus extrême et à en faire le fondement de la politique publique, ce qui n'est pas très sage.

M. Charlie Angus: D'accord, mais vous parlez de groupes comme le GIEC. C'est le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat...

L'hon. Dan McTeague: Je sais ce que c'est, monsieur Angus.

M. Charlie Angus: Je sais.

Il a été formé par l'Organisation météorologique mondiale et les Nations unies. Vous avez qualifié le rapport d'alarmisme contre les combustibles fossiles. J'en parle parce que je me demande pourquoi vous êtes ici, monsieur McTeague.

Je vois que vous n'êtes pas un expert en transition équitable, mais en matière de déni des changements climatiques, vous êtes imbat-
table.

Sur Twitter, je vous vois dire que de nombreux Canadiens s'ac-
crochent au faux récit d'une « urgence » climatique et vous dites
aux Canadiens qu'il n'y a rien à voir ici, juste l'amère récolte de
notre apaisement en matière d'alarmisme climatique. L'emploi du
mot « apaisement » m'étonne. Puis, dans un autre blogue, vous
dites, et vous y avez fait allusion ici, que la science des change-
ments climatiques est loin d'être établie et que nous ne sommes pas
en crise et que nous ne devrions pas anticiper une crise.

M. Richard Bragdon: J'ai un rappel au Règlement.

Le président: Une seconde, monsieur Angus. J'ai arrêté le chro-
no.

Quel est le rappel au Règlement?

M. Richard Bragdon: Je pense simplement qu'il est tout à fait
déplacé de la part de mon collègue d'attaquer un des témoins de fa-
çon personnelle. Je ne pense pas que ce soit l'endroit pour le faire.

Nous avons tous des points de vue différents sur le sujet...

M. Charlie Angus: S'agit-il d'un débat?

M. Richard Bragdon: En tout cas, c'est un rappel au Règlement.

Le président: Comme je l'ai dit, j'ai tendance à accorder beau-
coup de latitude à nos membres, mais nous allons aussi donner aux
témoins l'occasion de réagir et il reste une minute et 13 secondes
dans ce tour.

Je vous redonne la parole, monsieur Angus, et je relance le chro-
no.

M. Charlie Angus: Merci.

En fait, je n'ai pas été étonné de l'intervention des conservateurs,
car ils ont toujours eu pour position ici de nier la science du climat,
et ils ont donc un type dont le fil Twitter ne sert qu'à ridiculiser la
crise et à la qualifier de capitalisme « woke ». Le fait qu'il affirme
qu'il n'y a pas de science sur ce sujet est ridicule. C'est une affirma-
tion que les conservateurs apprécieront. J'essayais en fait de com-
prendre d'où M. McTeague tenait sa science.

Il dit que les gens se réveillent. Il fait référence aux « gilets
jaunes » en France. Mon souvenir était vague, alors j'ai fait des re-
cherches. CNN dit que les gilets jaunes attisent les flammes de l'an-
tisémitisme en France, ABC affirme que les gilets jaunes sont acca-
blés par l'intolérance et l'extrémisme. France 24 dit que la violence
est vue comme légitime par les gilets jaunes.

Je veux qu'on sache que la personne qu'ils ont déléguée ici pour
représenter leurs intérêts en matière d'accessibilité financière dit
que les personnes dont nous devons apprendre sont les extrémistes
en France qui croient que la violence est acceptable. Il dit que la
science est ridicule et que le Groupe d'experts intergouvernemental
sur l'évolution du climat est un groupe d'extrémistes.

Assez parlé. Je vous remercie. Je n'ai plus besoin de temps.

● (1720)

L'hon. Dan McTeague: Non, vous avez besoin de temps, mon-
sieur Angus, parce que c'est votre style, bien sûr.

Bien que j'aie un lien de parenté avec vous et que je vous consi-
dère comme un ami, je comprends que votre idée ici est de publi-
quement...

M. Charlie Angus: Je vous aime bien, Dan. Je ne peux simple-
ment pas supporter le déni des changements climatiques et me faire
dire que c'est légitime.

L'hon. Dan McTeague: [*Inaudible*] votre chef la semaine der-
nière.

Le président: Un à la fois, s'il vous plaît.

M. Charlie Angus: Je vais dire à ma mère de vous faire la leçon,
Dan.

Le président: Monsieur Angus, votre temps est écoulé.

L'hon. Dan McTeague: C'est loin d'être juste.

Le président: Monsieur McTeague, je vous accorde 10 se-
condes. Nous vous ferons la courtoisie d'un bref commentaire, si
vous le souhaitez, puis je devrai donner la parole à M. McLean et à
Mme Dabrusin pour les 10 dernières minutes.

L'hon. Dan McTeague: M. Angus sait que je suis réaliste. Voilà
pourquoi nous avons collaboré dans le passé.

Il veut qualifier ma position de négationnisme. C'est une terrible
injure. Je suis surpris qu'il l'utilise, mais c'est ce que l'on attend de
quelqu'un qui adopte un point de vue extrême sur une politique pu-
blique qui nuit à ses concitoyens.

Lorsqu'on se plaindra de payer deux dollars le litre et 2,50 \$ à
Timmins, je rappellerai à ses concitoyens au cours des deux ou trois
prochains jours que leur député est trop occupé à regarder les fils
Twitter au lieu de se lever et de défendre les gens qu'il est censé re-
présenter.

Le président: Je vais maintenant donner la parole à M. McLean
pour cinq minutes dans le dernier tour. Ensuite, nous donnerons la
parole à Mme Dabrusin, ce qui conclura notre discussion avec ce
groupe.

M. Greg McLean: Merci, monsieur le président.

Nous allons revenir à de vraies questions et à la réalité.

Bien entendu, je conteste certains faits que mon collègue du Parti
vert a mis sur la table, en parlant d'une crise existentielle pour notre
espèce dans son ensemble. Je ne pense pas que quiconque ait ja-
mais écrit que notre espèce est en danger, mais si vous voulez en
débatte, je vous en serai reconnaissant, monsieur Morrice.

Nous sommes ici pour décarboniser et examiner ce que nous de-
vons faire maintenant.

M. Charlie Angus: J'ai un rappel au Règlement.

Puisque nous parlons de négationnisme, nous allons lui rappeler
la dernière déclaration du secrétaire général des Nations unies,
M. Guterres, qui parle de l'extinction massive d'animaux.

M. Greg McLean: Excusez-moi, monsieur le président, ai-je
la...

Le président: Non, c'est...

M. Charlie Angus: Je sais qu'ils ne veulent pas l'entendre, mais
s'il dit que c'est faux, nous allons inscrire le sujet à l'ordre du jour.

M. Greg McLean: Puis-je avoir la parole, monsieur le pré-
sident?

Le président: J'ai arrêté le chrono, monsieur McLean. Vous avez
à nouveau la parole pour quatre minutes et demie.

M. Greg McLean: Merci beaucoup.

Je vais poser quelques questions à Mme Johnson. Je vous remercie d'être venue.

Pouvez-vous nous parler des emplois liés à la production pétrolière en mer à Terre-Neuve, s'il vous plaît? Pouvez-vous me dire combien d'emplois sont liés à la production et combien il y a en a dans l'exploration?

Mme Charlene Johnson: Chaque puits d'exploration crée environ 400 emplois à Terre-Neuve-et-Labrador. Si l'on fait une découverte, cela représente des milliers d'emplois pendant la phase de mise en place des immobilisations et des milliers pendant la phase d'exploitation.

Dans la province, environ 22 000 personnes travaillent directement et indirectement dans le secteur. Ce chiffre devrait passer à plus de 50 000 emplois au cours de la prochaine décennie. Comme quelqu'un l'a dit, l'évaluation environnementale de Bay du Nord a récemment été approuvée. Ce projet pourrait créer des milliers d'emplois.

Je tiens à souligner que ce projet est l'un des projets à plus faible intensité de carbone au Canada...

M. Greg McLean: Merci. C'est ce qu'on nous a dit, madame Johnson.

Je m'intéresse à la main-d'œuvre. Il s'agit de 50 000 emplois. Quel pourcentage de la population active de Terre-Neuve cela représente-t-il?

Mme Charlene Johnson: Nous pourrions atteindre 50 000. Actuellement, c'est plus de 21 000. Il faudrait que je vérifie le chiffre, mais je pense que la population active compte un peu plus de 200 000 personnes. C'est certainement entre 10 et 15 %.

M. Greg McLean: Diriez-vous que c'est le secteur qui contribue le plus à votre économie?

Mme Charlene Johnson: Sans aucun doute.

M. Greg McLean: Parlez-moi des aspects techniques de ces emplois, si vous le voulez bien. Quelle est la part de la formation dans l'exploitation extracôtière?

Mme Charlene Johnson: Il s'agit d'une formation très spécialisée pour aller en mer. Une grande partie de la formation est consacrée au cours de survie de base. Il y a une formation continue, la sécurité et l'environnement sont primordiaux. Il y a beaucoup d'ingénieurs et des années de formation et de formation continue, mais aussi beaucoup d'emplois techniques tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

M. Greg McLean: Merci beaucoup. Ce sont des emplois qu'il n'est pas facile de convertir au remplissage de conduits électriques.

Puis-je passer à M. McTeague?

Monsieur McTeague, je vais vous poser une question sur certains faits qui ont été avancés ici. Mme Smith a dit que 126 000 emplois allaient être perdus dans le cadre de la transition énergétique et qu'une énergie plus propre entraînerait une baisse des factures d'énergie. Pouvez-vous me dire comment une énergie plus chère entraîne une baisse des factures d'énergie, s'il vous plaît?

• (1725)

L'hon. Dan McTeague: Eh bien, ce n'est pas le cas.

Bien sûr, nous devons reconnaître que lorsque nous comparons strictement certaines énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou, dans ce cas-ci, l'énergie éolienne, elles ne sont pas effi-

caces à moins d'être secondées, habituellement par du gaz naturel ou, comme je pense que Mme Smith l'a souligné, par d'autres sources d'électricité. Bien sûr, dans ma province, il s'agirait du nucléaire.

Je pense que pour beaucoup d'entre nous, l'enjeu tient toutefois au fait que nous voyons une situation où la réalité des énergies renouvelables à coût élevé fait augmenter les coûts pour les contribuables, non seulement pour le coût de l'électricité comme tel, mais aussi...

M. Greg McLean: Monsieur McTeague, je dois passer rapidement à un autre sujet, si vous me le permettez...

Mme Smith a aussi dit que les véhicules électriques étaient moins chers dans l'ensemble. Pouvez-vous me dire si cette affirmation est confirmée par l'analyse que vous avez vue?

L'hon. Dan McTeague: Pas du tout. Les moteurs à combustion interne sont les plus efficaces en 2021 et 2022, et couplés à la technologie hybride, ils sont probablement deux fois moins chers.

M. Greg McLean: Merci.

Il ressort du prix que ces véhicules ont toujours besoin d'importantes subventions gouvernementales, surtout au niveau de l'emploi et de l'achat.

L'hon. Dan McTeague: C'est juste.

M. Greg McLean: Madame Smith, je vais vous poser une dernière question.

Je suis d'accord avec vous. Il y a une perte de chaleur dans les moteurs à combustion interne. Pouvez-vous me dire à quoi ressemble la transition de phase entre l'électricité et la chaleur?

Mme Merran Smith: Je veux revenir à votre question sur les factures d'électricité, car...

M. Greg McLean: Madame Smith, je vous ai posé une question sur la perte de puissance dans la transition de phase de l'électricité à la chaleur.

Mme Merran Smith: Je peux vous dire que dans la production d'électricité à partir de combustibles fossiles ou dans les véhicules, comme vous le savez très bien, la quantité est importante. On perd plus d'énergie par la chaleur qu'on en obtient en puissance. Si vous parlez de cette transition de phase, il est beaucoup plus efficace de...

M. Greg McLean: Non, je parle de la transition de phase où vous passez d'une source d'énergie courante, si vous voulez, à une source d'énergie thermique. L'électricité nécessite une transition de phase, ce qui signifie que vous avez besoin de deux fois plus d'énergie provenant de l'électricité pour chauffer la même pièce. Le saviez-vous?

Mme Merran Smith: Ce qui est très bien, c'est que vos factures d'énergie vont diminuer. C'est ce que prouvent les modélisations approfondies d'organismes comme l'Agence internationale de l'énergie ainsi que les modélisations effectuées ici au Canada par Climate Choices et nous-mêmes.

Je vais envoyer à M. McTeague une copie du document que nous avons produit sur les véhicules et sur la baisse de vos coûts d'énergie, de vos coûts de fonctionnement généraux.

Fait intéressant, je pense que les gens doivent regarder les coûts des véhicules électriques, aujourd'hui, en 2022, et voir comment ils ont baissé et comment c'est maintenant plus abordable. Ce n'était pas le cas il y a deux, cinq ou 10 ans. Le coût des énergies renouvelables...

M. Greg McLean: Le prix des batteries vient d'augmenter de plusieurs milliers de dollars.

Le président: Nous n'avons plus de temps. En fait, nous avons légèrement dépassé les cinq minutes prévues.

Je vais maintenant passer à Mme Dabrusin pour nos cinq dernières minutes.

Mme Julie Dabrusin: Merci.

J'ai trouvé ces échanges fascinants. J'aimerais beaucoup assister aux dîners de la famille Angus-McTeague. Ce serait vraiment fascinant.

M. Charlie Angus: Nous vous inviterons.

Mme Julie Dabrusin: Merci.

Comme il a été beaucoup question du prix de l'essence, j'ai regardé les prix mondiaux de l'essence et les graphiques. Il est fascinant de constater qu'ils se comportent à peu près tous de la même façon. Un examen révèle qu'ils ont augmenté en flèche ces derniers mois, partout dans le monde. C'est fascinant. Je tiens simplement à souligner que même au Royaume-Uni, ils sont à plus de deux dollars le litre en ce moment. D'après les résultats de mes recherches rapides, le phénomène semble plutôt mondial.

Madame Smith, avant d'aller plus loin, vous alliez répondre à une question où vous vouliez dire quelque chose il y a quelques minutes et il semble qu'on vous a interrompue. Je voulais vous donner une minute pour terminer votre réflexion, si vous le souhaitez.

Mme Merran Smith: Bien sûr. Je voulais simplement préciser aux membres ici présents que j'ai bien dit que les factures d'électricité augmenteront, parce que vous utiliserez plus d'électricité dans un monde à faible émission de carbone à l'horizon 2030, mais que vos coûts énergétiques généraux diminueront, et c'est ce qui compte pour le portefeuille.

Oui, les coûts de ces nouvelles technologies ont considérablement diminué au cours de la dernière décennie, et pour certaines d'entre elles, comme le solaire, jusqu'à 90 %. En tant que nation, nous devons nous assurer que cette transition énergétique est équitable et que nous aidons les Canadiens à faibles revenus par certaines mesures pour qu'ils puissent accéder à ces nouvelles technologies.

Mme Julie Dabrusin: Comme il y a eu des conversations sur les différents sujets que nous abordons... Je crois que vous avez mentionné que certains emplois seraient créés dans le domaine de la rénovation des immeubles, puisque les immeubles sont une source importante d'émissions. Dans ce contexte, la rénovation de maisons, d'immeubles ou de lieux de travail ne permettrait-elle pas de réduire les coûts énergétiques?

• (1730)

Mme Merran Smith: Oui, c'est précisément cela. Nous devons être plus efficaces dans l'ensemble de notre économie. Il s'agit de construire pour que les familles aient de meilleures maisons et des coûts énergétiques plus bas. Il s'agit aussi de l'industrie et d'une plus grande efficacité dans nos industries. Je pense que c'est que ce nous constatons.

Je tiens à répéter que ce monde à faible émission de carbone, décarbonisé, avec une énergie plus propre et des produits à faibles émissions de carbone est la direction dans laquelle la planète s'engage. Le Canada offre d'énormes possibilités d'emplois, et j'en ai mentionné plusieurs, dans le domaine des batteries, de l'électricité propre et de la fabrication de produits à faible teneur en carbone. Nous devons nous assurer que les travailleurs sont intégrés dans ces nouveaux rôles et qu'il s'agit d'emplois bien rémunérés. Nous en avons beaucoup entendu parler de la part de certains de nos collègues ici présents.

Au cours de cette transition, nous devons soutenir tous les Canadiens en cours de route. À terme, et nous examinerons les études scientifiques sur la combustion du gaz par rapport à l'électricité, c'est une approche beaucoup plus efficace pour l'économie et les dépenses des ménages.

Mme Julie Dabrusin: Merci.

Il ne me reste plus que quelques minutes.

Madame Da Silva, j'ai été vraiment fascinée lorsque vous avez parlé de faire participer l'ensemble de la collectivité à notre réflexion, car il a beaucoup été question des individus. Pouvez-vous nous en dire un peu plus? À quoi ressemble une approche communautaire lorsque nous parlons de bâtir une nouvelle collectivité et de créer de nouvelles possibilités?

Mme Luisa Da Silva: Il est très important de faire participer l'ensemble de la collectivité, car il faut que tout le monde s'exprime. La transition ne se fera pas que sur une base individuelle. Cette transition énergétique va mobiliser tout le monde, et elle va se produire.

Si je peux me permettre une remarque, dans mon organisation, nous travaillons avec de nombreuses collectivités éloignées et autochtones et certaines personnes ont dit aujourd'hui que le Canada avait une énergie bon marché et abordable. C'est peut-être le cas si vous vivez dans une région métropolitaine, mais je parle avec des gens qui vivent dans des réserves et qui paient 500 à 700 \$ par mois pour l'électricité. C'est fou ce qu'ils paient. L'énergie ne peut être considérée comme bon marché et abordable lorsqu'un quart de votre salaire est consacré à l'électricité.

C'est pour ce genre de situations qu'il est nécessaire de faire participer l'ensemble de la collectivité, car cela touche tout le monde. Si vous installez une ferme solaire ou des éoliennes, une centrale géothermique, des thermopompes ou si vous faites des rénovations... Les rénovations sont très importantes, surtout dans les collectivités citées, car les logements sont insuffisants. Ces maisons ont déjà besoin de plus d'énergie pour le chauffage, la climatisation et pour le fonctionnement de base.

C'est un problème communautaire. Nous ne le voyons peut-être pas parce que nous ne vivons pas dans ce genre de collectivités, mais c'est un problème communautaire.

Mme Julie Dabrusin: Merci.

Le président: Sur ce, mesdames et messieurs, nous n'avons plus de temps.

J'aimerais remercier sincèrement tous les témoins de leur présence parmi nous. Vos témoignages ont été très utiles, même avec certains échanges stimulants. Nous disposons de très bons renseignements et je vous suis reconnaissant de l'information que vous nous avez fournie qui nous aidera à rédiger notre rapport, que nous espérons achever avant la fin de la session.

J'espère que les membres seront indulgents à mon endroit. Nous disposons des ressources nécessaires pour cinq minutes et j'aimerais aborder rapidement trois points.

Nous pouvons laisser partir les témoins, avec un énorme « merci » pour votre aide.

Le premier point dont je tenais à vous faire part concerne le point que M. Angus a soulevé. Le Congrès du travail du Canada doit comparaître le 16 mai, il est donc sur la liste.

Le deuxième point, c'est que quelques personnes ont demandé à assister au congrès sur l'exploration et l'exploitation minières de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs. Nous avons jusqu'à aujourd'hui pour approuver la participation de ces personnes et la demande doit être soumise d'ici demain pour être approuvée par le Comité de liaison vendredi au plus tard.

Nous n'avons pas eu l'occasion de sonder tous les membres du Comité. Nous avons établi un budget pour la participation de l'ensemble du Comité et il a été distribué aux membres pendant la période de questions aujourd'hui. Vous devriez avoir eu l'occasion de le consulter. Je me demande si je peux demander à quelqu'un de le proposer, puis nous voterons pour le présenter. Nous sonderons ensuite les membres et nous pourrions toujours le réduire. Il est plus facile de procéder ainsi, au lieu d'établir un budget plus petit et de l'approuver à la hausse.

Allez-y, monsieur Angus.

M. Charlie Angus: Traditionnellement, le lundi soir est la soirée du Nord de l'Ontario à la brasserie Steam Whistle. C'est la fête la plus courue sur la planète. Si nous y allons, il faut que ce soit le lundi et vous devez nous obtenir des billets. Ils sont très difficiles à obtenir.

Des voix: Oh, oh!

• (1735)

Le président: Dois-je considérer cela comme une motion pour approuver le...?

Y a-t-il des interventions à ce sujet?

Allez-y, monsieur Maguire.

M. Larry Maguire: Pour préciser, vous envisagez donc d'inscrire un chiffre plus élevé et nous déciderons plus tard.

Le président: Oui.

M. Larry Maguire: Parfait, allez-y.

Le président: Nous allons envoyer une note cette semaine pour déterminer qui participerait réellement. Lorsque je me présenterai au Comité de liaison vendredi, si nous avons un chiffre révisé, je pourrai le réduire. Pour aujourd'hui, inscrivons le montant total qui a été distribué.

M. Larry Maguire: Je suis d'accord.

J'ai un autre petit point à soulever.

Le président: Bien sûr.

M. Larry Maguire: Je n'étais pas au courant. Voulez-vous dire que le Congrès du travail du Canada vient le 16 mai?

Le président: Oui.

M. Larry Maguire: C'est parfait. C'est dans une semaine. C'est lundi prochain.

Le président: Oui.

M. Larry Maguire: Oui, je suis tout à fait en faveur.

Je me demande aussi si l'Ontario Power Corporation pourrait comparaître.

Le président: Concluons d'abord cet autre point sur le budget.

M. Larry Maguire: Oui, je suis désolé.

Le président: Je vais mettre la question aux voix.

Est-ce que tout le monde est en faveur de la présentation de ce budget?

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Pour ce qui est des autres témoins, je rencontre maintenant notre greffière et nos analystes pour passer en revue les autres témoins que nous avons — qui est inscrit sur la liste, qui est exclu.

Avez-vous saisi qui M. Maguire vient de suggérer?

Je vous verrai avant votre départ, monsieur Maguire.

M. Larry Maguire: Pour mémoire, c'était l'Ontario Power Corporation.

Le président: D'accord.

Nous verrons si nous pouvons faire circuler cette liste pour que tout le monde soit au courant du reste de l'étude et les témoins.

Le dernier point que je tiens à aborder, et il a été...

M. Larry Maguire: Je suis désolé, je me suis trompé, c'est Ontario Power Generation.

Le président: D'accord.

Mon dernier point, et il est en suspens depuis un certain temps, il avait lui aussi été distribué, c'est que nous avons eu une réunion du sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent des ressources naturelles. Nous nous sommes réunis le 28 mars. Il y avait six points à l'ordre du jour.

Je ne sais pas si les gens en ont pris connaissance récemment. Un grand nombre de points ont déjà été adoptés. Le plus urgent est probablement de faire avancer notre étude sur le secteur des carburants à faible teneur en carbone et renouvelables au Canada. Pour que nous puissions l'examiner, je dois faire adopter le rapport du sous-comité.

Je me demande si quelqu'un est prêt à en faire la proposition ou s'il y a des interventions.

M. Charlie Angus: Je le propose.

Le président: Y a-t-il des interventions?

Est-ce que tout le monde est prêt à voter sur la proposition? Il s'agit de l'adoption du rapport.

(La motion est adoptée. [Voir le Procès-verbal])

Le président: Merci à tous, nous vous reverrons mercredi.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>